

I.
COMMISSION des Travaux publics.

(ANNÉE 1937.)

Président :

M. LHOPITEAU.

Vice-Présidents :

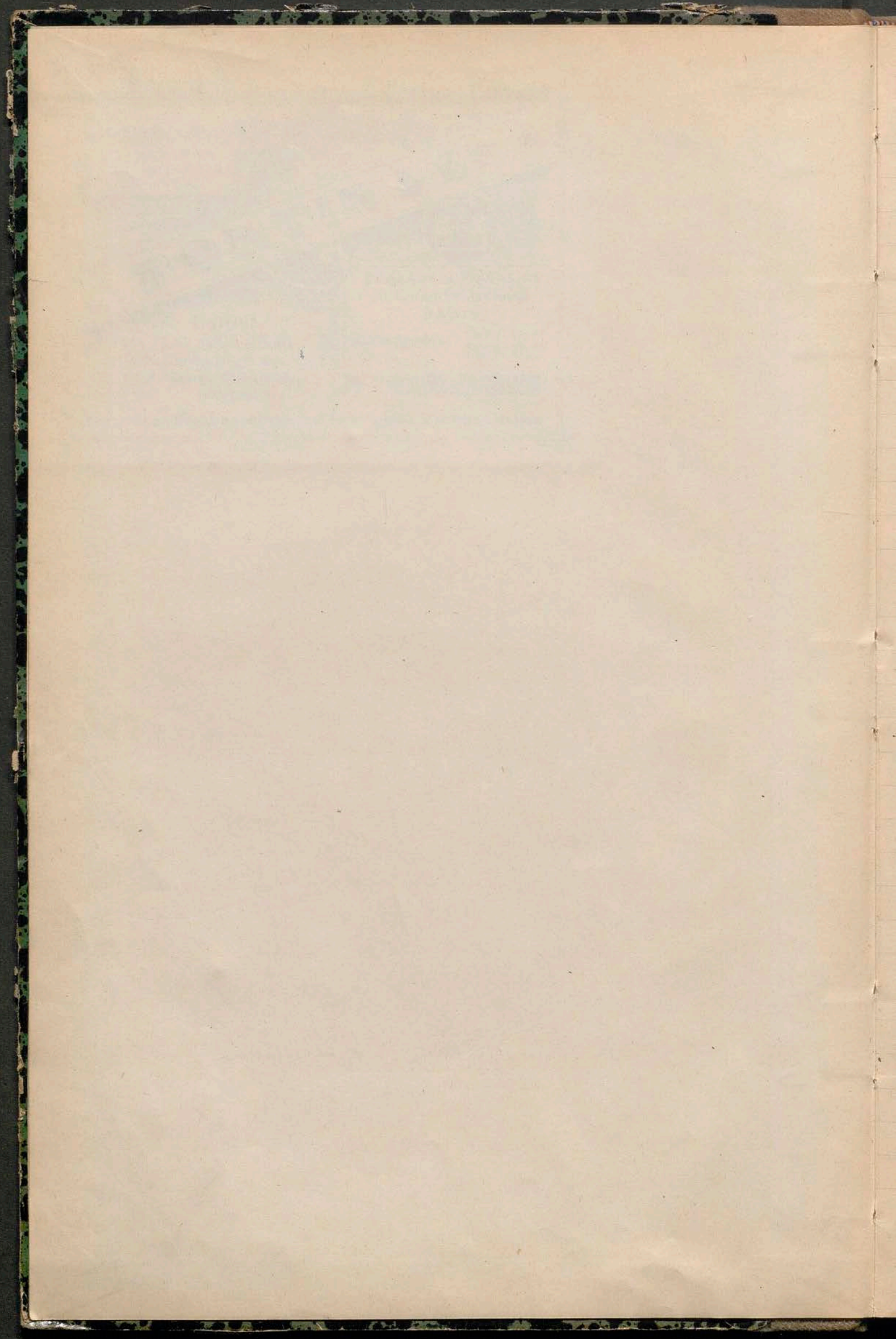
MM. RABIER (Fernand), RÉGNIER (Marcel).

Secrétaires :

MM. CHAGNAUD, ORDINAIRE (Maurice).

Membres :

MM.	MM.
ALBERT MAHIFU.	LAVOINNE.
CHURAY.	LECLERC.
BERSEZ.	LE HARS.
BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN.	LOUBET (J).
BRINDEAU.	LOUPPE (Albert).
CADILHON.	MASSABUAU.
DELAHAYE (Dominique).	MILAN.
DRIVET.	MOLLARD.
ELBY.	PERCHOT.
EUGÈNE CHANAL.	PERREAU.
GAY.	PICHÉRY.
GÉRARD (Albert).	DE POMEREU.
HAUDOS.	RENAUDOT.
HELMER.	SARRAUT (Maurice).
JUDET (Victor).	VIEU.
LAVAL (Pierre).	





Séance du 9 février 1927

Présidence de M. Lhopiteau

Présents : mm. Delahaye, Mollard, Gay, Marcel Régnier, Renaudot, Drivet, Cadilhon, Maurice Ordinaire, Perchot, Fernand Rabier, Haudos, Helmer, Perchot.

nominations de rapporteurs.

M. Marcel Régnier est nommé rapporteur du projet de loi approuvant une convention entre l'Etat et la C^{ie} des Chemins de fer du midi (313-1924) en remplacement de M. Mollard.

M. Gay est nommé rapporteur du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 13 mars 1924 portant création d'un corps d'ingénieurs de l'aéronautique (56-1926)

Entrevue de M. le Président et de M. le ministre des Travaux publics.

M. le Président J'ai eu ce matin avec le ministre des Travaux publics une entrevue au cours de laquelle j'ai appelé son attention sur les projets de loi examinés par la Commission et qui restent en souffrance sans

que la responsabilité de ces retards incombent et reviennent à la Commission: projets de loi relatifs à la Convention avec la C^{ie} du midi, aux lignes de Goulleux à Eygurande, de Luillas à Montlouis, d'Espalion à St Flour, de Bonnat à Evaux, à la concession de force hydraulique sur le cours de la Dordogne, etc....

M. André Carduen m'a dit qu'il allait demander à la C^{ie} de faire un effort d'activité; je lui ai répondu que la C^{ie} était coutumière de ces efforts. Le ministre va étudier un, à un, les projets que je lui ai signalés, et m'a promis de venir devant la Commission un, de ces prochains mercredis. Il est d'autant plus désireux de faire voter par la Chambre les projets que nous avons à examiner qu'il élabore un grand programme de travaux publics pour combattre le chômage.

Distributions d'énergie électrique.

M. Mollard rapporteur des projets de loi relatives à la distribution d'énergie électrique (690 - 1924; 90 - 1925; 344 - 1926) fait un exposé sur l'ensemble de cette question.

Exposé de M. Mollard

M. Mollard. La loi du 15 juin 1906 lorsqu'elle a été votée, était destinée à être la charte des distributeurs d'énergie électrique. Elle établit deux régimes :
 - 1° le régime des concessions qui se divisent en concessions simples, des concessions d'utilité publique ;
 - 2° le régime des permissions de voirie.
 Ces permissions ont été données largement & ne pouvaient pas manquer d'être beaucoup sollicitées, parce qu'elles confèrent de nombreux droits sans entraîner d'importants obligations et qu'elles n'imposent pas de taxes comme les concessions.

Depuis 1906, des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine de l'électricité. La loi du 15 juin 1906 qui, au moment où elle a été votée, était en avance sur son temps, ne répond plus aux conditions actuelles de la vie. Or ce n'est qu'en 1922 qu'on a cherché à la mettre en harmonie avec les progrès techniques réalisés : un article 3 bis, ajouté à la loi de 1906, se propose de faciliter l'établissement de grands réseaux ; on confère à une collectivité le droit d'exploiter des exploitants de chutes ou de lignes aériennes & on donne au

ministre la faculté de subventionner cette collectivité. Il n'y avait aucun rapport entre ces dispositions nouvelles et la loi de 1906 dont le but unique était de fixer les conditions techniques de construction et d'exploitation des lignes aériennes.

L'Administration en se servant de l'article 3 ^{vote en 1922} a changé l'esprit de la loi de 1906 ; dans son règlement de 1923, elle a écrit qu'"on doit se convaincre que dans cette loi il ne s'agit pas seulement de "distribution" mais qu'il faut lire expressément qu'elle comprend aussi les lignes de transport." La circulaire aux préfets du 4 juillet 1923 avoue ceci :

"On a partout remplacé le mot "distribution" des anciens règlements par le mot "transport". on a même supprimé le mot "permissionnaires" partout où ils figuraient et on a remplacé les mots "l'entrepreneur de la distribution" par "le concessionnaire".

Ainsi une loi s'est trouvée modifiée dans son principe par une circulaire ministérielle.

La loi du 31 mars 1923 a simplifié le régime des permissions de voirie au point d'en autoriser l'octroi non plus seulement par

les préfets & les maires mais par les agents voyers & les conducteurs des ponts. Or aujourd'hui tous ces ~~permes~~ distributions établies en vertu de permission de voirie constituent des obstacles graves au développement de nos réseaux de distribution. Les bénéficiaires s'arrogent des droits & des conflits surgissent au détriment de nos distributions rurales.

Quant à la loi du 27 février 1925 elle a étendu le régime de permission de voirie auxquelles elle octroie des droits équivalents à ceux de la concession, notamment pour son rachat, sans lui imposer des obligations corrélatives.

Ajoutons que pour parer aux insuffisances de la loi, l'Administration a ~~comme~~ ^{comme} élaboré ^à jet continu 51 décrets, 60 circulaires, 80 arrêtés. Sous ces textes se contredisent & ne comblent pas, les lacunes que M. Goy rapporteur de la loi de 1922 & M. Léon Ferrier, rapporteur de la loi de 1923 avaient tour à tour signalées.

Pour avoir une idée des insuffisances de la loi de 1906 reportons nous au Bulletin des Ingénieurs civils & comparons aux poteaux de 7 mètres de haut & de 0^m 30^{cm} de diamètre qui servaient à cette

époques aux pylones de fer de 25 mètres de haut & dont les fondations en béton ont 25 ou 30 mètres carrés. Sur ces pylones on met plusieurs nappes de fils de chacune dix fils.

Les petits poteaux de 7 mètres se plantaient facilement dans un simple trou; ces petites installations ne gênaient pas les propriétaires auxquels on donnait une indemnité de 5 francs. Mais récemment, en vertu de la loi de 1906, on a alloué 7 + 2 d'indemnité à un propriétaire sur le terrain duquel était installé un pylone ayant 25 mètres carré à sa base! Et les lignes nécessitent sur toute leur longueur une zone neutralisée de 30 mètres de largeur où on ne peut ni construire ni planter.

Cette simple servitude (car la loi de 1906 la considère comme telle) peut-être comparée à celle du poteau de 7 mètres? Évidemment non.

Il y a mieux. La loi de 1906 a prévu le passage des lignes (qui étaient alors à faible voltage) sur les maisons ou le long des façades. Or ce droit se reste tel quel pour les super-réseaux pour les lignes de 120 000 volts.

que les concessionnaires font tranquillement poser, en conformité avec les vieux règlements "à 11 mètres de façade, à deux mètres des fenêtres et des portes." Ce qui, entre autres inconvénients, peut entraîner des accidents mortels ! Et les concessionnaires ne manquent jamais de faire passer leurs lignes le long des routes & à travers les villages parce que cela facilite l'entrelacement des dites lignes.

M. le Président. Si en 1923 la Commission n'a pas fait sienne les observations que vous avez apportées au Sénat, c'est qu'à ce moment déjà on nous faisait espérer la révision prochaine de la loi de 1906 et que nous croyions devoir attendre cette révision pour faire une œuvre d'ensemble.

M. Mollard. Nous sommes aujourd'hui en plein chaos de lois, décrets, circulaires & arrêtés. Cela constitue deux volumes de 300 à 400 pages.

Cependant les concessionnaires, qui sont armés de droits formidables & comparables aux droits de l'Etat, qui comporte la Déclaration d'utilité publique, pénètrent, le plus souvent sans préavis, dans les propriétés privées, s'établissent de force leurs

installations, détruisent les plantations,
de clôtures, de récoltes, de treilles,
coupent des arbres...

M. Maurice Ordinaire ... pratiquent
même des percées dans les bois.

M. Mollard. Si on leur résiste, ils
font appel à la force publique dont
l'administration ne peut guère leur
refuser l'assistance. Dans ces
conditions comment s'étonner, que
les propriétaires se soient révoltés,
aient constitué des syndicats. Nos
paysans ont même pris leurs
fourches dans certains cas. Des
trous préparés pour le bétonnage de
la base des pylônes ont été comblés
de terre; les gendarmes ont été
appelés, les tribunaux correctionnels
saisis pour mise en échec d'une
loi d'utilité publique. Les préfets
pris entre le respect de la loi & le
respect de la propriété privée ont
laissé faire. Je pourrais citer un
cas où faute d'avoir pu se mettre
d'accord entre propriétaires ^{du terrain} &
concessionnaires ^{de ligne} pour la plantation
de quatre pylônes, deux cents
communes ont attendu pendant
deux ans la ~~réalisation~~ distribution
d'énergie électrique. Voilà à quoi
aboutissent ces insuffisances de la

loi auxquelles j'estime qu'il est grand temps de ~~se~~ suppléer (très bien - très bien).

A propos de régleme^{nt}s d'indemnité, une ligne commencée en 1922 a donné naissance à deux cents procès encore pendants devant les tribunaux civils. Et les juges sont bien embarrassés de rendre la justice en face d'un tel chaos de textes.

L'absence de réglementation adaptée aux ^{nouvelles} conditions techniques a d'autres inconvénients encore. Dans la vallée d'Albertville huit lignes sont déjà établies. La Compagnie la S.T.E.D.A. a le droit d'en construire deux encore. Il y a, dans cette vallée, 500.000 chevaux encore à aménager mais la place manque car si une certaine distance n'est pas maintenue entre elles, les lignes de différent voltage s'influencent les unes les autres & la distribution est troublée.

Un autre exemple : la Compagnie S.L.M. a construit une ligne pour transporter de l'énergie de Venthon à Chambéry, 50 kilomètres plus bas. La ligne traverse pas moins de douze agglomérations, pour le plus

grand dommage des populations.
Et bien, l'Administration n'a même
pas pris la peine de provoquer une
déclaration d'utilité publique; un
décret du 14 février 1924 a établi
que ~~cette nouvelle ligne~~ ^{ce transport d'énergie} du S. L. M.
n'était qu'un accessoire et complémentaire
de la ligne Modane-Culoz concédée
en 1856 & achevée en 1864 (Exclamations)
Oui, messieurs, voilà à quelles
fantaisies on en arrive.

Ai-je besoin de vous dire que cet
état de choses a jeté la plus
grande perturbation dans les
services du contrôle; au contrôle
de la distribution électrique, créé
par la loi de 1906, se superpose un
contrôle régional des forces hydrau-
liques. Les ingénieurs de ces deux
services échangent des accusations
graves & en appellent au
ministre. Le désarroi est complet.

Je veux m'en tenir aujourd'hui
à un exposé général sans trop
entrer dans les détails. J'en ai
dit assez pour expliquer la
préoccupation qui a été la
mienne de refondre toute la
législation sur les distributions
d'énergie électrique & de la
mettre en harmonie avec les
nécessités présentes.

Le premier problème qui m'a

arrêté est celui des permissions de voirie. Vous savez qu'elles ont été instituées pour faciliter l'éclosion des lignes. Mais dès 1912, un ministre avisé des Travaux publics, M. Jean Dupuy, signalait dans une circulaire du 1^{er} Octobre, les inconvénients de ce système. Il soulignait que "les entreprises ainsi concédées risquaient de constituer de véritables monopoles de fait, sans charges, sans durée définie, n'offrant aucune garantie pour la sauvegarde des intérêts du public".

Il concluait que les distributions publiques devraient être autorisées par concession & non par simple permission.

En 1918, le ministre qui était alors M. Claveille se prononçait dans le même sens.

Et cependant qu'avons-nous vu ? Les lois de 1923 & de 1924 dont je vous parlais tout à l'heure, donnant un statut aux permissions de voirie, en facilitant l'octroi & en étendant les avantages !

C'est pour mettre fin à cette incohérence que j'ai entrepris de fonder en une seule proposition les divers textes existant & les diverses propositions déposées par les amendes.

Je me suis trouvé en présence :
1°/ de la proposition de loi déposée le
9 décembre 1924 par notre collègue
M. Gaudaire et tendant à réserver
aux Syndicats d'électrification rurale
la totalité des recettes provenant
de la vente de l'énergie électrique
sur leur territoire.

Cette proposition a fait, devant la
Commission, l'objet d'un exposé
très complet de M. Gaudaire & a
donné lieu à un débat où j'ai
exposé les avantages & les incon-
vénients du texte proposé.

2°/ de la proposition déposée à la
Chambre par M. Lesache, adoptée
par la Chambre et qui tendait à
compléter la loi du 15 juin 1906
sur la distribution d'énergie
électrique en donnant au
département le pouvoir concédant
au même titre qu'à l'Etat ou à la
Commune. Sans adopter dans son
ensemble la proposition Lesache,
j'estime néanmoins qu'il y a là
cas où les syndicats de communes
n'englobant l'ensemble des communes,
il y a intérêt à donner au dépar-
tement la faculté d'intervenir
pour faciliter l'électrification des
communes les plus pauvres.

3^o de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'extension des dispositions de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique en matière de construction des lignes de transport d'énergie électrique.

Cette proposition a été renvoyée pour examen au fond à la Commission de l'Administration générale; je demande qu'elle soit renvoyée par avis à notre Commission.

M. le Président Cette demande sera faite.

M. Mollard. Enfin, j'ai étudié une ~~deux~~ proposition qui devront être renvoyées à cette Commission pour examen au fond lorsqu'elles nous arriveront de la Chambre. C'est

~~celle de la première~~

~~et~~ les propositions de loi de MM. Ducos, & Lesache, Charles Baron, Coucoureux & Gaston Baylle tendant à

~~la première~~ à modifier la composition du Comité d'électricité.

M. le Président Le renvoi de cette proposition à la Commission pour examen au fond sera demandé.

La proposition que j'ai déposée avec mes collègues MM. Milan et Machet a pour but, comme je vous l'ai dit, de refondre la loi de 1906 s'abord en précisant les régimes qui doivent varier selon qu'il s'agira de lignes privées ne touchant pas au domaine public, ou de lignes destinées à la distribution publique.

Nous nous préoccupons également de régler la redevance due aux communes.

Autre point important : la loi de 1919 sur l'aménagement des chutes hydro-électriques ignore la loi de 1906 sur les transports électriques. Il est indispensable d'établir une liaison entre ces deux lois.

Il était urgent également de régler les conditions dans lesquelles les lignes pourront traverser les villages. Au dessus d'un certain voltage les lignes ne doivent plus passer au dessus des maisons ; en Amérique on impose à ces lignes de passer à 200 mètres des agglomérations & à 50 mètres des maisons isolées.

Un article de notre proposition prévoit dans quelles conditions les concessionnaires pourront opérer dans les propriétés privées. A

1^{re} heure actuelle les réglemens d'indemnités ne mettent pas en jeu moins de cinq juridictions.

1^o pour les servitudes, le juge de paix (loi de 1906);

2^o pour les dépossessions, le jury (loi du 3 mai 1841);

3^o pour les dégâts causés chez les voisins non assujettis directement, le tribunal civil;

4^o pour les dégâts pour études, le conseil de préfecture (loi de 1892);

5^o pour les dégâts causés par l'entretien, de, installations, dommages causés aux récoltes, passages &c. le juge de paix.

Dans notre texte les juridictions sont réduites à trois:

1^o un jury tripartite constitué par le concessionnaire, l'assujetti et des représentants de l'administration qui connaîtra de tous les indemnités, servitudes ou dépossessions et ce qui concerne la construction de lignes;

2^o le juge de paix pour les dommages causés par les études préliminaires ou par l'entretien, en cours de concession;

3^o le jury d'expropriation lorsqu'il s'agit d'acquies d'immeubles de surface de grande importance ou pour les installations autres,

que celles des lignes proprement dites.
Autre point encore que nous avons
prévu : lorsque un concessionnaire
demande à établir un super-réseau
il n'y a pas actuellement d'instruction
technique précédant l'autorisation
ministérielle. Le département, la
commune ou les propriétaires
intéressés ne peuvent plus intervenir,
une fois l'autorisation donnée, que
dans les enquêtes parcellaires.

Enfin nous avons prévu une
extension des droits du contrôle.

Je n'entre pas aujourd'hui dans
l'examen détaillé des articles de la
^{proposition}~~projet~~ de loi. Ce sera par une autre séance.

Je tiens d'ailleurs à faire
observer que cette proposition n'a
pas la prétention de régler
l'ensemble du problème de
l'électrification ; elle ne vise que
les distributions d'énergie par
lignes aériennes. Il nous faudra
ensuite nous occuper de ~~travaux~~^{concessions}
hydro-électriques & enfin de
l'électrification générale. A ce
propos je donnerai un chiffre :
nous pourrions, nous devrions
produire assez d'énergie pour
nous libérer annuellement d'une
importation de 8 milliards de
combustible étranger.

Je clos mon exposé en demandant

a' la Commission de faire tous ses efforts pour que le grand problème que nous avons étudié aujourd'hui soit résolu le plus tôt possible.
(Approbation unanime)

M. le Président Au nom de la Commission, je remercie M. Mullard de l'exposé si clair, si précis & si complet qu'il vient de nous faire. Je propose que dans huit jours, a' notre prochaine séance, nous abordons la discussion de la proposition & de ses articles. (Assentiment)

Il en est ainsi décidé. +

Ligne d'Orléansville à Vialar

M. Maurice Ordinaire donne lecture de son rapport concluant a' l'adoption du projet de loi relatif a' la déclaration d'utilité publique du chemin de fer a' voie de 1^{re} off d'Orléansville a' Vialar (407 - 1926)

Ligne de St^e Charles à Guelma

M. Maurice Ordinaire donne lecture de son rapport concluant a' l'adoption du projet de loi relatif a' la

déclaration d'utilité publique d'un
chemin de fer à voie normale de
Saint Charles à Juelma par
Gaster (départ de Constantine)
(1842 - 1926).

Expropriations pour cause
d'utilité publique

M. Maurice Ordinaire donne lecture
de son rapport concluant à
l'adoption du projet de loi
relatif aux expropriations pour
cause d'utilité publique avec
prise de possession d'urgence en
Algérie (1846 - 1926).

Séance du mercredi 16 février

Présidence de M. Lhopiteau

Présents : Mm. Mollard, Delahaye, Ordinaire,
Terreau, Le Hars, Helmer, Bernard Rabier,
Brindeau, Marcel Rejnier, Terchot,
Drivet, Massabuau

nomination d'un rapporteur

M. Le Hars est nommé rapporteur du
projet de loi relatif à la ligne de
Bagnères de Bigorre à Lourdes & de
Bagnères de Bigorre à Grupp (n° 34.1917)

Assurances Sociales -

La Commission décide de demander que
lui soit renvoyé pour avis le projet
de loi sur les Assurances Sociales.

Distributions d'énergie électrique

M. le Président. Etant donné l'intérêt
qu'il y a à aboutir le plus vite
possible, je propose à la Commission
d'aborder tout de suite l'examen des
articles (Assentiment)

Je donne donc lecture de l'article 1.

Cet article est adopté.

Article 2

établissant 1° le régime de l'exploitation
privée & libre ;
2° le régime de l'exploitation
publique et contrôlée

M. Mollard, rapporteur. Sans expliquer
les diverses dispositions de cet article,
il faut savoir que certaines lignes à
haut voltage exercent une influence
à 200 mètres de distance. Les
lignes qui s'installent causent des
préjudices sur tout leur parcours
et cela donne naissance à des
procès innombrables.

M. le Président La loi que nous étudions
doit avoir pour premier résultat
d'empêcher ces procès en déterminant
les droits de chacun.

Après un échange d'observations entre
M. le Président, le rapporteur, Rabier
et Régnier, la Commission adopte
provisoirement le texte de l'article 2
jusqu'aux mots : le régime de l'exploitation
contrôlée

M. le Président Ici nous demandons à
M. le rapporteur quelques explications
complémentaires.

M. le rapporteur J'ai pris le chiffre

de 45 000 volts (qui pourrait être abaissé à 30 000) pour délimiter les concessions simples & les concessions d'utilité publique, parce que c'est à partir de 30 000 à 45 000 volts qu'on se trouve en présence de super-réseaux.

Il s'agit de simplifier en précisant & de mettre un terme aux abus qui vous ai déjà signalés, et auxquels donne lieu l'insuffisance de la loi de 1906.

Il importe d'autant plus de préciser, que la déclaration d'utilité publique donne au concessionnaire les mêmes droits qu'à l'Etat en matière de travaux publics. La concession simple, au contraire, ne donne le droit que de s'appuyer aux maisons, de poser des cadres ou des poteaux.

Les indemnités dues aux tiers sont prévues en cas de concession simple ou de concession avec déclaration d'utilité publique.

La fin de l'article 2 est adoptée provisoirement & jusqu'à nouvel examen, après un échange de vues entre M. le président, le rapporteur & Perreau.

Article 3

régulant la transformation des permissions de voirie en concessions.

M. le Rapporteur. Il s'agit, comme j'ai

déjà dit de mettre fin au régime des
permissions de voirie qui donnent lieu
à des abus dont souffrent à la
fois les municipalités & les usagers.
Ces permissions doivent être supprimées
mais un délai d'un an est nécessaire
pour permettre d'effectuer certains
travaux.

Les trois premiers paragraphes de
l'article 3 sont adoptés.

Pour le quatrième paragraphe, M.
Mollard, après un échange d'observations
entre lui, le Président & M. Massabiau,
est invité à présenter une nouvelle
rédaction.

Article 4

relatif aux ouvrages de transport et
de distribution d'énergie électrique établis
exclusivement sur des terrains privés
sous le régime des autorisations.

Le paragraphe 1 est adopté.
Les paragraphes 2 & 3 sont ~~adoptés~~
supprimés pour être reportés à l'article
24.

Le paragraphe 4 est adopté.

Article 5

Le titre de cet article visant les
permissions de voirie sera modifié, ces
permissions étant supprimées par

l'article 2.

Les paragraphes 1 & 2 de l'article
sont adoptés.

Le paragraphe 3 est supprimé.
Le paragraphe 4 est adopté.

La suite de la discussion est renvoyée
à une prochaine séance.

Extraction de matériaux sur les
rivages de la mer

M. Ferreau, donne lecture de son
rapport sur le projet de loi relatif aux
infractions en matière d'extraction de
matériaux sur les rivages de la
mer (282 - 1924)

Ce rapport, concluant à l'adoption
du projet de loi, est adopté.

Balisage dans les eaux maritimes

M. Ferreau donne lecture de son
rapport sur le projet de loi relatif
au balisage dans les eaux maritimes
(487 - 1926).

Ce rapport, concluant à l'adoption
du projet de loi, est adopté.

Prix du charbon.

M. Marcel Régnier je crois de mon devoir
d'appeler l'attention de la C^{on} sur le prix

du charbon qui n'a pas baissé & sur lequel les Compagnies minières réalisent actuellement un bénéfice de 40%.

On nous a parlé récemment d'une baisse qui en réalité n'affectait que le charbon pour foyers domestiques c'est-à-dire à peine 1% de la consommation globale. Les prix de charbon industriels qui commandent les prix des industries & de transport n'ont pas baissé. Pourquoi? C'est ce qu'il faudrait demander à M. le Ministre des Travaux publics en l'invitant à exercer une action sur les Compagnies minières pour qu'elles veuillent bien se contenter de bénéfices normaux.

M. le Président La question que vous posez avait déjà fait l'objet de mes préoccupations, d'autant plus qu'elle a été examinée à la dernière réunion du Comité Consultatif des Chemins de fer.

Il est en effet inadmissible que les prix du charbon ne baissent pas quand les prix de toutes les matières premières ont baissé.

M. Marcel Régnier Aujourd'hui les charbons anglais reviennent à 20% meilleur marché que les charbons ~~anglais~~ français. Pourquoi?

M. Serchot La Chambre de Commerce de Nancy a publié contre le prix du charbon, une protestation que le journal le Temps a reproduite hier et sur laquelle il sera bon d'attirer l'attention du Ministre.

M. le Président Je vais écrire à M. le Ministre des Travaux publics une lettre pour l'inviter à répondre aux questions qui viennent d'être posées ici.

Séance du mercredi 23 février
Présidence de M. Lhopiteau

Présents : mm. Mollard, Maurice Ordinaire,
Terreau, Judet, Fernand Rabier, Milan,
Chagnaud, Brauer de la Ville Moysan,
Dominique Delahaye, Le Hars, Chanal.

Excusé : M. Renaudot.

Nominations de rapporteurs.

M. Chagnaud est nommé rapporteur
du projet de loi relatif aux voies de
chemin de fer entre Blainville et
Strasbourg (35 - 1927)

20/ du projet de loi relatif au chemin
de fer de Foug à Frouard (36 - 1927)

M. Terreau est nommé rapporteur du
projet de loi relatif à la réparation des
dommages de guerre des concessionnaires
de voies de communication d'intérêt
général (37 - 1927).

M. Le Hars est nommé rapporteur
du projet de loi déclarant d'utilité
publique les travaux d'électrification
des tramways de Mulhouse (46. 1927)

Distributions d'énergie électrique.

M. Mollard, rapporteur, continue l'exposé sur les articles de la proposition de loi déposée par lui & MM. Mulas & Machet sur les distributions d'énergie électrique (344 - 1926).

M. le Président Lors de notre dernière séance nous en sommes restés à l'article 6 qui, avec les articles suivants, règle le régime des concessions simples sans déclaration d'utilité publique.

Article 6

Dans le § 1 les mots : "et habilité pour recevoir" sont remplacés par les mots "peut recevoir".

Les différents paragraphes et l'ensemble de l'article 6 sont adoptés après un échange d'observations entre MM. Braye de la Ville Moysan, le Président & le rapporteur.

Article 7

Au § 1, les mots "est de la compétence de l'Etat l'acte de concession" sont supprimés & le début de l'article est ainsi rédigé : "Lorsque la concession est passée par le préfet, si elle ne s'étend - - - etc."

Les § 2 & 3 sont adoptés.

Au § 4, M. le Président demande des précisions sur ce que signifie le mot "essentielle".

M. le Rapporteur. Il s'agit d'empêcher que la moindre modification de détail et ne touchant ni au fond ni aux principes, ~~soit~~ attachée au cahier des charges force à aller devant le Conseil d'Etat.

M. Maurice Ordinaire. Le mot "essentielle" n'a pas le caractère juridique qui donnerait toute la force à cette précision évidemment utile.

M. Brager de la ville Noysan. Ne pourrait-on pas dire: "modifications essentielles touchant au fond ou aux principes..."

M. le Rapporteur. J tiendrai compte de ces observations et je les mentionnerai dans mon rapport.

Le ~~article~~ [§] 4 est adopté sous réserve des observations présentées.

Article 8

Le § 1 est adopté

Le § 2 est adopté après un échange

de vues entre MM. Chagnaud, Milán, Fernand Rabier, le Har, Brager de la Ville Moysan, le Président & le rapporteur.

Le § 3 est adopté.

Sur l'ensemble de l'article No. Chagnaud fait observer qu'il aurait été utile de prévoir le maintien des permissions de voirie dans certains cas.

M. le Rapporteur. Reporté vous à l'article 3 qui prévoit leur maintien, dans certaines conditions, pendant 30 ans.

L'article 8 est adopté.

Article 9

L'article 9 est adopté après un échange d'observations entre MM. Brager de la Ville Moysan, Delahaye, Ordinaire, Milán, le rapporteur.

Article 10

M. le Rapporteur. nous avons légiféré en 1906 sur les types de transport, et, en 1919, sur les sources d'énergie. Aucun lien n'a été assuré entre ces deux lois; c'est ce lien qu'il s'agit d'établir.

5 M. Milan Le paragraphe 2 de cet article semble permettre à chaque département sur le territoire duquel la ligne passera de prélever l'énergie dont il aura besoin. Que restera-t-il d'énergie au bout de la ligne ?

M. le Président L'acte de concession précisera ce qui pourra être lainé de courant à chaque département sur le parcours.

L'article 10 est adopté.

Article 11

L'article 11 est adopté après un échange d'observations entre M. M. Ordinaire, Chanal, Braye de la Ville Moysan et le rapporteur.

Article 12.

L'article 12 est adopté avec la modification suivante au 1^{er} § :

" Sont applicables aux concessions déclarées d'utilité publique l'art. 6, les § 1^{er}, 2 et 3 de l'art. 7 et les articles 8, 9 et 10. »

Article 13

L'article 13 est adopté avec la

modification suivante au 2° :

2°) du droit de faire passer
les conducteurs d'électricité
au-dessus des propriétés privées,
et sous les conditions et réserves
qui seront spécifiées dans le
Règlement d'Administration Publique

et au 4° alinéa le chiffre 40
substitue au chiffre 20.

Le 4° est ainsi rédigé :

4°) Du droit d'expropriation en confor-
mité et par application des lois de
3 mai 1841, 17 juillet 1921, au
nom de l'autorité concédante & aux
frais du concessionnaire.

L'article 13 est adopté.

La suite de la discussion est
renvoyée à une prochaine séance.

Séance du Mercredi 2 Mars

Résidence de M. Lhopiteau

Présents : M. Chagnaud, Rabier, Le Hars,
Marcel Régnier, Fernand Rabier, Helmer,
Delahaye, Brager de la Ville Moysan,
Perreau, Maurice Ordinaire, Gay,
Brindeau.

Ligne de Bonnat à Evaux

La Commission décide d'inscrire à l'ordre
du jour de sa prochaine séance l'examen
du projet de loi relatif à la ligne
de Bonnat à Evaux (165-1924).

Ligne d'Aubréville à Apremont

M. Chagnaud donne lecture de son
rapport concluant à l'adoption du
projet de loi déclarant d'utilité
publique l'établissement dans les
départements de la Meuse et des
Ardennes d'une voie ferrée d'intérêt
local d'Aubréville à Apremont.
(417 - 1926)

M. le Président demande à M. le
rapporteur de signaler l'intérêt
stratégique de la ligne

M. le Rapporteur n'y manquerais pas
Les conclusions du rapport sont adoptées.

Inchaune auditeur de M. le Ministre
des Travaux publics.

M. le Président informe la Commission qu'il
a insisté auprès de M. le Ministre de
Travaux publics pour que celle-ci
venne devant la Commission le plus tôt
possible. Nous avons eu effet à
connaître l'opinion du Ministre
sur la Convention avec la C^{ie} du midi
sur les routes à grand trafic, sur la
concession de force hydraulique sur le
cours de la Dordogne. La question
est de savoir si le Ministre actuel
est dans les mêmes dispositions que ses
prédécesseurs.

M. Delahaye ayant manifesté l'intention
de demander au Ministre des Travaux
publics pour qui les droits de douane
étaient maintenant sur les cordages,
alors que les filets & toiles à voile étaient
exemptés, M. le Président, après
une intervention de M. Brindeau,
fait observer que c'est la Commission
de douanes qui seule est compétente
en la matière.

Dépôts d'explosifs

M. Brager de la Ville Moysan donne
lecture de son rapport concluant à
l'adoption du projet de loi portant

ratification du décret du 27 février 1924 déclarant applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la législation et la réglementation du droit français des poudres à feu et dépôts d'explosifs (90 - 1926)

Le rapport est adopté.

Permissions de voirie

M. Brager de la Ville Moylan donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet de loi portant ratification du Décret du 24 octobre 1924 déclarant applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la loi du 31 Mars 1923 simplifiant la procédure suivie pour la délivrance des permissions de voirie et des alignement individuels sur la grande voirie et sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun - (92 - 1926)

Le rapport est adopté.

Dommages de guerre des concessionnaires de voies de communication d'intérêt général

M. Perreau donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du

projet de loi relatif à la réparation des
dommages de guerre des concessionnaires
de voies de communication d'intérêt
général (37 - 1927).

M. Brager de la ville Moysan Je ne
m'explique pas ce qu'on nous demande de
voter. Les C^{tes} des Ch. de fer d'intérêt
général n'ont pas à s'occuper de la
réparation de leurs dommages de guerre
puisque c'est l'Etat qui les assure. A
quoi répondre donc la notification
des dépenses faites ?

M. Fernand Rabier. Comme ancien rap-
porteur de la loi de 1921 je fais breveter
quel intérêt du présent projet et
de mettre un terme aux engagements
réciproques pris par l'Etat & les C^{tes}
au sujet de la réparation des dommages
de guerre.

M. Marcel Régnier C'est les Compagnies
qui en fait ont procédé à la
réfection des réseaux détruits. Le
ministre veut pouvoir discriminer
ce qui est réfection & ce qui est
agrandissement. Sur le Nord par
exemple il y a des fers qui sont
le quintuple de ce qu'ils étaient
en 1914.

M. le Rapporteur C'est en effet à cette

mise au point, à cette discrimination
que tend le projet

M. le Président Il est indispensable
que cette explication figure dans le
rapport

Le rapport est adopté sous réserve
de ces observations.

Ligne de Bagneres de Bigorre à Lourdes

M. Le Hars donne lecture de son
rapport sur le projet de loi relatif à
la ligne de Bagneres de Bigorre à
Lourdes et de Bagneres de Bigorre à
Gripp. (34 - 1927)

M. le Président Il est indispensable
de noter que c'est par une faute de
ingénieurs de l'Etat que la
subvention devra être augmentée.

M. Chagnaud On ne s'explique pas
comment des rampes à 8% ont pu
être prévues.

Le rapport est adopté sous réserve
de ces observations.

Chemins de Mulhouse

M. Le Hars donne lecture de son

rapport concluant à l'adoption du projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux d'électrification des tramways de Mulhouse (46-1927).

Le rapport est adopté après un échange d'observations entre MM. le Président, le rapporteur, Brager de la Ville Moyseau, Chagnaud, Marcel Régnier, Fernand Rabier.

Assurances Sociales

M. Fernand Rabier est chargé de rédiger l'avis de la Commission sur le projet de loi sur les Assurances sociales.

Ingénieurs de l'aéronautique

M. Gay donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 13 Mars 1924 portant création d'un corps d'ingénieurs de l'aéronautique et d'un corps d'ingénieurs adjoints & d'agents techniques de l'aéronautique (56-1926).

Le rapport est adopté.

Séance du mercredi 9 May

Résidence de M. Lhopiteau

Présents : MM. Marcel Régnier, Chagnaud,
Fernand Rabier, de Somereu, Mollard,
Dominique Delahaye, Mahieu, Chanal,
Perreau, Maurice Ordinaire, Renaudot,
Helmer, Cadilhon, Le Hars.

Audition de M. Gardien
Ministre des Travaux publics.

M. le Président remercie M. le Ministre
des Travaux publics de venir devant
la Commission et le prie de vouloir
bien donner son avis sur un certain
nombre de questions qui sont à
l'étude devant la Commission et
dont la liste a été adressée à M.
le Ministre.

Sur la Convention avec la C^{ie} du Midi

M. le Ministre des Travaux publics. Le
projet de loi approuvant une convention
entre l'Etat et la C^{ie} des Chemins de
fer du Midi relative à la construction
et à l'électrification de lignes nouvelles,
a été voté par la Chambre en avril
1924 et déposé le 8 avril au Sénat.
Le rapport de votre Commission a

été déposé le 12 décembre de cette même année en même temps que l'avis de M. Jeanneney au nom de la C^m de finance. M. Jeanneney avait formulé des objections que vous connaissez et qui étaient d'une telle importance que le gouvernement, sans retirer formellement le projet, renonça à le soutenir et notifia son retrait à la Compagnie des Chemins de fer du midi. Cette dernière a assigné l'Etat devant le Conseil de préfecture. L'avocat du ministère des Travaux publics a déposé une mémoire à l'affaire et pendante devant la justice administrative.

M. le Président nous vous remercions, Monsieur le Ministre, de nous donner cette importante précision mais il est étonnant que celui de vos prédécesseurs qui a notifié à la C^m le retrait de la convention ne nous en ait pas fait part. On nous avait simplement dit que le projet avait été remis à l'étude.

M. le Ministre C'est mon prédécesseur M. Leytral qui a notifié à la C^m du midi les objections de la C^m de finance du Sénat.

Je remarque à propos de ce que je viens de vous dire qu'il est regrettable

que les administrations n'aient pas de rapports plus suivis avec les commissions parlementaires.

Sur les lignes d'Espalion à St-Flour
et de Quillan à Montlouis

M. le Président La Commission est saisie de deux projets, le 1^o relatif à la déclaration d'utilité publique à titre d'intérêt général, d'un chemin de fer à voie normale entre Espalion et Saint-Flour; le 2^o relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt général à voie de 1 mètre de Quillan à Montlouis.

Ces deux projets se réfèrent à la Convention passée entre l'Etat & la C^{ie} du Midi. Etes-vous d'avis, Monsieur le Ministre, que nous subordonnions leur examen à celui du projet relatif à cette Convention.

M. le Ministre - Je commence par bien spécifier que même si ces deux projets étaient adoptés par le Parlement, je ne pourrais pas passer à l'exécution tant que la Convention serait pendante devant la justice administrative. Mais je ne vois que des avantages à ce que votre Commission mette les projets en état & les fasse voter par le Sénat. Ainsi le jour où

la question de la convention sera réglée,
on gagnera du temps

M. le Président Nous ne manquerons
pas de poursuivre l'étude de ces
projets et j'en saisis le Sénat

Sur la ligne de Bonnat à Evaux

M. le Ministre Je ferai la même
observation pour le projet de loi
ayant pour objet d'approuver un
avenant à la convention du 20
février 1913 passé avec la C^{ie} d'Orléans
et concernant la concession de la
ligne de Bonnat à Evaux.

M. Marcel Régnier La question qui se pose
là n'est pas la même que pour les deux
lignes précédentes. D'abord il ne s'agit
pas d'une ligne nouvelle mais d'une
transformation de ligne.

M. le Ministre La direction générale des
chemins de fer estime que la question
posée à propos de la Convention
avec la C^{ie} du Nord lorsqu'elle
aura été tranchée par la justice
administrative, aura sa répercussion
sur les Conventions passées avec les
autres réseaux. Mais si l'avis de
la Commission est différent, je n'en
serai reconstitué de me faire

parvenir une note que j'étudierai & que je transmettrai à mes services.

M. le Président M. Régnier, rapporteur du projet de loi se mettra en rapport avec M. le Ministre. Notre Commission n'a pas sur ce projet la même manière de voir que la Commission des finances. Le Sénat nous départagera & nous ferons en sorte que ce soit le plus tôt possible.

Sur les routes à grand trafic

M. le Ministre Le projet de loi portant création de routes à grand trafic est devant le Sénat depuis décembre 1922. Il a fait l'objet d'un ~~projet de~~ rapport fait au nom de votre Commission par le regretté M. Cazelles, rapport qui a été distribué en juin 1923. La Commission des finances n'a pas encore fait connaître son avis.

Il est évident que tous les chiffres de dépenses prévus dans le projet de 1922 devraient être aujourd'hui majorés au coefficient 3.

En outre ce projet supposait la création d'un office des routes qui a rencontré des objections de principe & de fait & auquel on a actuellement renoncé par respect

pour l'unité budgétaire.

La reprise du projet sur les routes à grand trafic conduirait ^{donc} à l'inscription au budget de dépenses nouvelles considérables, puisqu'il ajouterait 7500 kilomètres au réseau routier dont l'Etat a la charge. Or avec les crédits dont je dispose j'ai à peine de quoi entretenir le réseau actuel. Cette année j'ai obtenu 420 millions pour pouvoir pousser la refecton des routes, mais il faudrait que je puisse disposer de 200 millions de plus par an jusqu'en 1932. Il est malheureusement douteux que le ministre des finances me donne les sommes dont j'aurais besoin.

Les prix de la main d'œuvre & des matériaux sont tels que nous sommes obligés de laisser certaines routes dans un état défectueux. Nous avons sur des routes nationales des ponts insuffisants & même dangereux.

Dans les conditions actuelles, si je ne retire pas le projet portant création des routes à grand trafic, il m'est impossible néanmoins de le soutenir.

M. Mahieu Le projet tel qu'il est rédigé est d'ailleurs inopérant, comme je l'ai déjà dit à la Com^{te}, à cause du barème des subventions prévu

pour modifier le projet de loi autorisant une concession de force hydraulique sur le cours de la Dordogne entre la limite aval de la concession accordée à la Compagnie d'Orléans par Décret du 11 mars 1921 & le pont d'Argentat.

Je suis prêt à soutenir le projet tel qu'il a été déposé en janvier 1923 au Sénat. Mais si il est question comme je le crois d'introduire dans le contrat des prestations en nature j'estime qu'il y a lieu de procéder à des évaluations et de modifier les clauses de la garantie d'intérêt.

M. Mahieu Le projet tel qu'il est se heurterait à des difficultés d'application à mon avis insurmontables. Mon avis est qu'il fallait opter entre les prestations en nature & la garantie d'intérêt. Dès que l'accord sera fait avec la Région économique je déposerai, après en avoir conféré avec M. le Ministre, un contre-projet signé par tous les Sénateurs de la Région.

Sur les distributions d'énergie électrique

M. le Président La Commission est en train de poursuivre l'étude de la proposition de loi de MM. Mollard, Milan et Machet sur les

distributions d'énergie électrique. Désirons, monsieur le Ministre, que nous vous mettions au courant de l'état de nos travaux ?

M. le Ministre Je voudrais auparavant apporter certaines observations ; je connais le dossier. La situation est telle que l'idée de déposer une proposition était toute naturelle. Mais l'administration est d'avis que les distributions d'énergie sont tellement en évolution constante qu'il est scabreux de les fixer dans une loi. Cela ne signifie pas que nous devons laisser s'instaurer un régime d'arbitraire administratif.

Voici ce que je propose à la Commission : je pourrais revenir devant elle avec

M.
et nous examinerions la marche à suivre.

Ma tendance personnelle, contrairement à celle de mes services, est de faire une loi.

M. le Président Nous acceptons volontiers votre suggestion. La Commission va continuer l'examen de la proposition et quand elle l'aura achevé elle vous demandera de revenir devant elle pour apporter vos critiques & vos propositions (Assentiment)

M. Mollard J'ai été très sévère ici
honneurs le ministre, pour vos services
techniques & peut-être ne l'ai-je pas
été assez. La loi de 1906 a été
parfaite au moment où elle a été
faite mais depuis tout ce qui touche
à l'énergie électrique a évolué avec
une rapidité prodigieuse. L'adminis-
tration, sous prétexte de parer aux
difficultés qui surgissaient, a établi
plus de cent circulaires & cinquante-
deux décrets qui ont conduit à une
gabarie effroyable. Contrairement à
ce que pensent vos services, je suis
d'avis qu'il est indispensable de
légiférer & je suis heureux d'être
d'accord avec vous sur ce point.
Il est indispensable de procéder à une
refonte d'ensemble de la loi de
1906 et cela d'autant plus que les
lois de circonstances votées depuis ont
créé un état de choses intolérable.

J'ai fait une étude approfondie
de la question et je crois avoir
préparé une mise au point
générale. Je connais les objections
faites par vos collaborateurs et je
~~essaie~~ leur répondrai.

M. le Président La Commission va
donc continuer l'examen de la
proposition de mm. Mollard, Milan
et Machet & quand elle aura

termine elle priera M. le ministre de
revenir devant elle.

Sur le prix du charbon

M. le Président. Je tiens à vous faire
part, Monsieur le ministre, de
l'émotion qu'a éprouvée la Commission
constatant que, tandis que tous les
prix de matières premières baissaient,
les prix du charbon ne bougeaient
pas. Je n'ai pas besoin de vous dire
que toute l'industrie en est vivement
préoccupée.

M. le Ministre. Dès mon arrivée au
ministère des Travaux publics j'en
suis trouvé en présence d'une menace
quotidienne de hausse du charbon.
Ni le public, ni même les Commissions
parlementaires n'ont connu les
anxiosités par lesquelles j'ai été passé
de septembre à décembre. J'avais
entamé des négociations avec la
Pologne & la Tchécoslovaquie pour
obtenir du charbon, tant je sentais
venir la crise. Heureusement la
grève anglaise a pris fin & j'en ai
plus eu la crainte de manquer de
charbon. Alors j'ai pu me préoccuper
de faire baisser les prix. J'ai eu
à ce sujet des entrevues avec les
représentants du Comité des Houillères.

et ils m'ont répondu que pour faire
baisser les prix ils allaient baisser
les salaires. J'ai fait observer
aussitôt qu'il ne fallait pas toucher
aux salaires & que la marge de
bénéfices réalisés par les mines était
suffisante pour permettre une
baisse de prix. J'en ai obtenu
une en janvier sur les cotés, les charbons
industriels, les agglomérés & les boulets.

Tous les charbons domestiques, le
commerce parisien a baissé ses prix
dès le 1^{er} mars de 25 à 60 francs.

On me dira que cette baisse est
insuffisante; je l'admetts. Mais quand
je discute de la baisse avec les
mines je suis insuffisamment renseigné
sur leurs marges de bénéfices. Je
n'ai pas de moyens légaux de me
renseigner. J'en suis réduit à des
probabilités, à des hypothèses.

J'ajoute qu'au premier bruit d'une
baisse des salaires les mineurs ont
répondu par des menaces de grève.
J'ai reçu les représentants des
syndicats de la Sarre & vais les
revoir aujourd'hui. Je suis en
négociation avec la fédération du
sous-sol dont les représentants me
disent qu'en tout cas ils ne veulent
pas être brusqués. Nous sommes là
sur un terrain volcanique.

D'autre part il ne faut pas se

dissimuler que la situation de certains mines (notamment dans la Sarre) est loin d'être brillante. Dans la Loire plusieurs mines sont en déficit.

Dans l'ensemble néanmoins notre industrie a eu du charbon à des prix inférieurs de 10 à 30% aux prix mondiaux.

Conclusion pratique : j'essaie d'éviter une crise ouvrière. Les prix des charbons vont certainement baisser; mais si ils baissent trop vite, cela entraînera une baisse des salaires qui pourra nous réserver des surprises désagréables. N'oublions pas que dans la Loire les syndicats unitaires ont la majorité.

M. le Président. Mais précisément toute la question est de savoir si la baisse des prix du charbon doit entraîner forcément une baisse des salaires. En 1926 les C^{ies} ont réalisé des bénéfices tels qu'ils leur permettent de faire certains sacrifices aujourd'hui pour maintenir les salaires.

M. le Ministre En octobre dernier j'ai fait procéder à une enquête sur les marges de bénéfices des mines du Pas-de-Calais & du Nord. Là où les mines accusaient une marge de 4, mes inférieurs disaient 5, 10.

L'écart n'est pas grand. Mais suis-je exactement renseigné? Je n'ose pas l'affirmer.

M. Mollard Les mines sont puissantes et unies et il n'est pas aisé évidemment de voir clair dans leurs affaires. En Amérique pourtant on y arrive.

Je ne nie pas que certaines mines fassent de mauvaises affaires; mais il en est d'autres, & nombreuses, qui réalisent des bénéfices considérables. Certaines de ces mines envisagent peut être une grève sans grande répugnance; elles savent que leurs réserves seront épuisées dans une cinquantaine d'années & ne tiennent pas à ce que l'exploitation soit active. Tout cela est à considérer.

M. Marcel Régnier Je ne suis pas convaincu du tout que les mines aient fait et fassent le nécessaire pour faire baisser le prix du charbon. Au cours de l'année 1926, il y a eu des hausses de prix & des hausses de salaires. Vos services, Monsieur le Ministre, doivent savoir quelles ont été les proportions respectives de ces hausses?

M. le Ministre. Je n'ai pas manqué de faire observer aux représentants du syndicat de houilleurs que l'an dernier

les prix avaient monté plus vite que les salaires. Il m'a été répondu que les salaires ne représentaient qu'une part de leurs frais généraux & que les matériaux également avaient augmenté.

Je répète que la question qui se pose est terriblement délicate & complexe.

Par exemple on doit si, au printemps, lorsqu'il y aura trop de charbon, on licenciera des ouvriers.

Quand la grève anglaise a été finie les services publics n'avaient que 4, 5 ou 6 jours de charbon; j'ai aussitôt donné l'ordre de stocker. A l'heure actuelle nous avons ^{pour} 45 jours de charbon en avance. Pendant que je parais à ces difficultés pressantes, je n'étais pas en bonne position pour organiser le contrôle. Et d'ailleurs, j'insiste sur ce fait, les renseignements dont je dispose sur les bénéfices réalisés par les mines sont très voisins de zéro.

M. Marcel Régnier. C'est très regrettable car enfin il s'agit d'un grand service public. Il résulte de ~~explications~~ explications que nous a données M. le Ministre, que les augmentations des salaires & des prix n'ont pas été suivies d'assez près. Ce qui est certain c'est que les bénéfices des mines ont augmenté considérablement.

Aujourd'hui si nous voulons que les

industriels puissent baisser leurs prix, il faut que le charbon baisse, car le prix du charbon commande tous les autres.

M. le Ministre. On reproche aux houillères d'avoir encaissé de gros bénéfices au cours de l'exercice 1926 puis d'avoir tiré une barre & de ne pas vouloir faire entrer ces bénéfices en ligne de compte pour le sacrifice à consentir sur le présent exercice. Mais c'est le cas de bien d'autres industries et les houillères disent : pourquoi exige de nous ce que l'on n'exige pas des autres.

M. le Président Il y a un fait, c'est que les prix de toutes les matières premières ont baissé sauf ceux du charbon.

M. le Ministre Il ne s'est pas passé de semaines sans que j'aie fait venir les représentants non seulement de l'organisation centrale mais de organisations locales des houillères.

M. le Président Les questions que nous vous posons & les observations que nous vous adressons n'ont pas d'autre but que de vous aider dans votre tâche. Vous pouvez nous mettre en cause

dans vos prochaines démarches auprès de, mines.

Récemment les Mines ont demandé au Comité Consultatif des chemins de fer des réductions de tarifs pour faciliter le ravitaillement en charbon des départements de l'ouest qui étaient avant la guerre anglaise uniquement tributaires de l'Angleterre. Le Comité Consultatif des chemins de fer a jugé qu'il n'avait pas de réductions de tarifs à consentir tant que les mines n'auraient pas baissé leurs prix.

M. le Ministre Le Comité Consultatif des chemins de fer a été insuffisamment renseigné puisque j'ai signé l'arrêté de diminution de prix le 15 décembre.

M. Marcel Régnier A l'heure actuelle le charbon ^{anglais} est moins cher de 20 %

M. le Ministre Cela tient à ce que les mines anglaises ont fait de sacrifices considérables pour reprendre le marché de nos départements de l'ouest. Et cette baisse de charbon anglais est la conséquence de la baisse de charbon français à laquelle je n'ai pas été étranger

M. le Président Nos vives remerciements,

Monsieur le Ministre, des précisions que
vous nous avez données sur cette question
du prix du charbon qui préoccupe
beaucoup la Commission.

Sur la proposition de résolution Bissier

M. le Ministre M. Bissier a déposé
une proposition de résolution étendant
aux militaires accidents ou
mutilés de guerres coloniales, les
facilités de circulation sur les chemins
de fer accordées aux mutilés de
la grande guerre.

Les réseaux refusent d'entretenir
cette voie & font observer avec raison
que la Convention de 1921 ne vise
que les mutilés de la grande guerre.
Mais, es conditions qui payera ? L'Etat.
Je ne puis donc pas accepter la
proposition.

M. le Président La Commission fera
un rapport disant que la Convention
de 1921 n'a pas visé le cas de la
proposition Bissier & que d'autre
part des extensions coûteuses &
abusives de cette mesure seraient
à craindre.

Sur les Assurances sociales

M. Fernand Rabier, rapporteur. La

Commission du Commerce qui a examiné le projet sur les assurances sociales au fond a profondément modifié le texte voté par la Chambre en ce qui concerne les chemins. Je vais soutenir au nom de la Commission des Travaux publics, & en ce qui concerne les chemins que le texte de la Chambre était seul conforme à la Convention de 1921. Sinon ce serait une dépense de 170 millions pour le réseau.

M. le Ministre nous donne d'accord

M. le Président remercie M. le
Ministre d'être venu devant la
Commission -

Séance du mercredi 16 Mars

Présidence de M. Fernand Rabier, vice président

Présents : mm. Maurice Ordinaire, Mollard, Brager de la Ville Moysan, Helmer, Le Hars Leclerc, Dominique Delahaye, Chanal.

Excusé : M. Gay

Distributions d'énergie électrique

M. Mollard rapporteur continue son exposé sur la proposition de loi de M. M. Mollard, Mulan et Machet sur les distributions d'énergie électrique.

La Commission reprend son examen à l'article 14 (texte de la proposition 344-1926)

Article 14.

M. Brager de la Ville Moysan fait observer que les trois premiers alinéas du 1^o de cet article ne devraient ~~pas~~ en constituer qu'un seul.

Il en est ainsi décidé.

Au 4^o sur la proposition de M. Mollard rapporteur, le mot suivant est ajouté : ou au choix de l'assujetti par expert désigné par le juge de paix.

L'article 14 est adopté

Article 15

Les premiers alinéas de l'article sont adoptés jusqu'à l'alinéa commençant

Art. 15

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui du passage des branchages prévu aux alinéas 2°, 3°, 4° et 5° de l'art. 11 et 4° de l'art. 13 sont réglées en premier ressort par le Juge de Paix.

S'il y a expertise le Juge ne peut nommer qu'un seul expert.

Les indemnités qui pourraient être dues en vertu ^{du § 2 de l'art 11 et alinéa} des 2° et 3° de l'art. 13 seront réglées par un jury tripartite constitué par département si la concession intéresse plusieurs départements ou plusieurs communes, ou par commune si elle ne s'étend pas au-delà de la Commune.

jusqu'à celui commençant par les mots : "Les décisions de ce jury tripartite."

Sur cet alinéa :

M. le Président fait observer qu'il faudrait préciser à la demande de qui les décisions du jury devront être rendues. Il propose qu'on ~~écrit~~ rédige ainsi cet alinéa :

Les décisions de ce jury tripartite devront être rendues dans le délai de huitaine de chacune de ses réunions & ces décisions devront, nonobstant appel, être homologuées par le tribunal civil dans la quinzaine qui suivra, à la requête de la partie la plus diligente.

Les alinéas suivants sont adoptés jusqu'à celui commençant par les

mots "Sous la fixation de l'indemnité..."
dont les derniers mots sont
supprimés à partir de : "installations,
cultures ou plantations etc..."

Al'alinéa : "Sous la zone non
aédificable", les mots : "s'il en est
créé une" sont ajoutés.

Sur l'alinéa commençant par
le mot : "Tout appel de la décision
du jury sera porté etc..."

M. le Président fait observer que le
jury constituant la juridiction la plus
élevée on ne peut déférer ses décisions
que devant le Cour de Cassation &
pour vice de forme

M. Helmer appuie cette observation

A la suite d'un échange d'observations
entre MM. Prap de la Ville Naysan, le
rapporteur & le Président, cet
alinéa est réservé et M. le rapporteur
se invite à présenter un nouveau
texte.

L'article 15 ainsi modifié, & sous ses
réserves, est adopté.

Article 16

L'article 16 est adopté avec un 3^o

alinéa rédigé comme il suit :

En cas de non accord amiable pour le règlement des indemnités, il sera procédé par expertises. Le litige sera porté par voie de procédure sommaire devant le juge de paix du ressort par simple lettre recommandée. Le juge de paix ne pourra nommer qu'un seul expert. Ses décisions seront sans appel même si l'indemnité allouée dépasse 600 francs.

Le reste sans changement.

L'article 16 est adopté.

Article 17.

M. le Rapporteur propose d'ajouter en tête de l'article 17 la disposition suivante :

En fin de travaux, le propriétaire ou l'assujéti pourra requérir l'établissement d'un état des lieux établi dans les mêmes conditions que celui prévu au 4° de l'article 14. Les dégâts causés non indemnisés, par application de l'article 15, seront réglés suivant la procédure & les conditions prévues au § 3 de l'article 16.

Le reste comme au texte.

L'article 17 ainsi modifié est adopté.

Article 18

Cet article est supprimé.

Article 19

Les alinéas 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o & 6^o de cet article sont supprimés après un échange d'observations entre MM. le rapporteur & le président, comme étant plutôt destinés à figurer dans un règlement d'administration publique. M. le rapporteur le mentionnera dans son rapport.

L'article 19 ainsi modifié est adopté.

Article 20

Cet article est adopté.

Article 21

Cet article est adopté.

Article 22

Cet article est adopté.

Article 23

Au 2^o de cet article le mot "le nombre & la composition des dossiers" de sont supprimés jusqu'à : "les dossiers destinés - - -"

Au 11^o la disposition suivante est ajoutée :

Pour permettre d'exercer efficacement le contrôle de l'Exploitation des distributions publiques, les particuliers, Sociétés ou Groupements titulaires d'une concession si

ou de déclaration d'utilité publique, sont tenus de *donner* à l'Administration tous les renseignements utiles permettant d'apprécier la marche et la situation de cette exploitation tant au point de vue technique qu'au point de vue économique.

A cet effet, ils devront fournir à toute demande de l'Administration des états indiquant les résultats de l'exploitation concernant la vente de l'énergie, l'application des tarifs et recettes correspondantes.

Ils devront ^{lui} ~~admettre~~, en tout cas, ~~dans~~ les 3 mois qui suivront la clôture de chaque Exercice, un état détaillé permettant de se rendre compte de la marche de l'exploitation. *pendant l'année courante.*

Le Règlement d'Administration Publique prévu à l'art. 23 déterminera les détails que devront comprendre ces états et la forme sous laquelle ils devront être présentés.

Article 24

Cet article est adopté

Article 25

Cet article est adopté

Article 26

Cet article est adopté.

Article 27

Cet article est adopté

Article 28

Cet article est adopté sous réserve d'aggravation de pénalité que demandera l'Administration

Article 29
même observation qu'à l'article
précédent

Article 30
même observation qu'à l'article
28.

Article 31
Cet article est ainsi rédigé:
Sont maintenues dans leur forme et
teneur les concessions accordées par
des actes antérieurs à la présente loi.

Article 32.

Au 1^{er} alinéa les mots: "et celles des
27 février et 14 juillet 1927" sont
supprimés.

Au 2^e alinéa M. le rapporteur
présentera une nouvelle rédaction.

L'ensemble de la proposition de
loi est adopté.

Séance du ~~pluri~~ 24 mars
Présidence de M. Rabier, vice président
Présents MM. Gay, Perrot, Lavonne

Lettre de M. le Président de
la ^{com} des Finances.

M. le Président donne connaissance à
la Commission d'une lettre de M. le
Président de la ^{com} des Finances, en
date du 23 mars, demandant
que les dossiers administratifs ~~trans~~
~~trans~~ par le Ministère des Travaux
publiés à la ^{com} des Travaux
publiés, soient ~~transmis~~ à la ^{com}
des ~~com~~ finances aussitôt terminé
l'examen des projets auxquels ils
se rapportent.

Des instructions dans ce sens
sont confirmées & renouvelées au
Secrétaire adjoint.

Chemins de fer départementaux.

M. Fernand Rabier donne lecture de son
rapport sur le projet de loi ayant
pour objet d'approuver un
avenant aux conventions passées
le 27 décembre 1922 avec la
Compagnie des chemins de fer

départementaux pour l'exploitation
des réseaux secondaires d'intérêt
général (Corse, Vivarais - Lozère,
Charente - Deux Sevres)

Le rapport concluant à l'adoption
du projet de loi est adopté.

Séance du mercredi 30 mars

Présidence de M. Fernand Rabier, vice-président

Présents : mm. Maurice Ordinaire, Chagnaud, Perchot, de Fomereu, Brager de la Ville Moyse, Helmer, Renaudot, Mollard, Delabaye, Lavoinnie, Brindeau, Massabuau.

Allocations aux départements et aux communes pour déficits des chemins de fer d'intérêt local.

M. le Président. Mon attention a été attirée sur l'intérêt qu'il y aurait à faire voter par le Sénat le projet de loi accordant pour les années 1927 à 1930 inclus des allocations aux départements et aux communes à raison de leurs déficits de leurs chemins de fer d'intérêt local.

Mais notre rapporteur M. Marcel Régnier est actuellement au Maroc. Je vais lui télégraphier au nom de la Commission pour lui demander la date de son retour. Dans le cas où son absence devrait se prolonger, nous désignerions un nouveau rapporteur (Assentiment).

Audition de M. le ministre des Tr. Publics et de M. le Directeur des forces hydrauliques sur les Distributeurs d'énergie électrique.

M. André Bardiès Ministre des Travaux

Public est introduit, accompagné
par M. Magnier, Directeur des
forces hydrauliques au Ministère
des Travaux publics.

M. le Ministre. Si le Congrès le désire,
nous procéderons article par article
de façon à nous mettre d'accord
sur tous les dispositions de la
proposition de loi de MM. Mollard,
Milan & Machet sur la distribution
d'énergie électrique. (Assentiment)

M. le Directeur des forces hydrauliques. Les
observations que je crois devoir
présenter portent sur quatre points:
1° le classement des lignes suivant
leur tension;
2° le régime des permissions de voirie;
3° le pouvoir concédant donné aux
départements;
4° la composition du Comité
d'électricité.

1° classement des lignes.

M. le Directeur. Sur l'article 1°, pas
d'observation.

Sur l'article 2,
dans le 2^e Relatif au régime de
l'exploitation publique & contrôlée,
le c) (lignes empruntant le sol
des voiries publiques) peut présenter

certains inconvénients & favoriser l'usage
connue sous le nom d'"écremage" qui
consiste à établir dans une région toute
la bonne ligne & à laisser sans
électricité les communes pauvres.

M. Mollard, rapporteur. Au lieu de
dire que les lignes sont réservées à "un
ou plusieurs particuliers", voulez-
vous que nous précisions en disant :
"ou 10 usagers?"

Je vous fais remarquer qu'ailleurs par une
pareille matière la circulaire de
1912 prise par M. Jean Dupuy,
ministre des Travaux publics, spécifie
que pour toute ^{octroi} permission de voirie
il doit en être référé au ministre.
L'administration n'est donc pas
désarmée.

Après un échange d'observations entre
Mm. le Rapporteur, le Ministre, le
Directeur & Chapnaud, ce paragraphe
de l'article 2 est réservé pour une
étude supplémentaire.

M. le Directeur. J'ai maintenant 3
observations à présenter sur la manière
dont M. Mollard détermine les
différents catégories de concession suivant
leur voltage. Je ne permettrai de
lui soumettre un texte différent.
La durée de 77 ans, qu'il prévoit

pour les concessions d'utilité publique
me paraît en outre devoir lier l'Etat
pour une trop grande durée.

M. le Rapporteur J'ai pris la
ligne de 45 000 volts comme type
parce qu'au dessus d'elle, on est
dans la ligne courante & qu'au
dessus on est dans la ligne à
haut voltage qui occupe des
grandes surfaces et exige des
installations exceptionnelles. Ces
installations ne peuvent pas être
considérées comme de simples
servitudes.

M. le Directeur J'entends bien mais
je ferai observer à la Commission
que lorsqu'une loi intervient c'est
pour un certain laps de temps.
Or dans tout ce qui touche aux
courants électriques les progrès
vont vite. Savons-nous ce que
représenteront dans quelques années
ces distinctions entre lignes supérieures
ou inférieures à 45 000 volts? Certaines
lignes, aujourd'hui même, qui
sont à courant continu, sont très
inférieures à 45 000 volts. Elles
n'ont pas moins des lignes d'intérêt
public.

M. le Ministre Il peut être inappréhensible

en effet d'introduire des chiffres limitatifs dans la loi. Savons-nous ou non en serons à ce point de vue des dir. au?

M. le Rapporteur Oui, mais j'en place au point de vue pratique; pour les lignes au dessus de 45 000 volts, il suffit pour les installer d'un simple poteau; pour les lignes au dessous, il peut être utile de planter des pylônes de 25 mètres carrés de base. J'en demande pas mieux que de me mettre d'accord avec l'administrateur sur une formule.

M. le Directeur. Eh bien prenons la surface des poteaux ou des pylônes.

M. le Rapporteur Cela ne suffit pas car il faut tenir compte aussi de distances à observer entre les points où passent les lignes à haut voltage & les maisons et agglomérations. Aujourd'hui on fait passer à 1 mètre horizontalement & à 2 mètres verticalement de maisons, des lignes de 125 000 volts. Cela présente de très gros inconvénients.

M. le Directeur Senez garde que vous soulevez là une question de technique très

grave. Si vous interdisez de faire
passer les lignes à moins de 20
mètres des maisons, vous allez vous
voir forcé à construire des lignes en
zig-zag.

Je fais d'ailleurs observer que les
plus grandes précautions sont
prises pour les lignes à haut
voltage.

M. le Rapporteur Il faut distinguer
entre les lignes de distribution, à
petit voltage & qui peuvent passer
partout, & les lignes de transport
qui sont toutes supérieures à 45000
volts & dont le voisinage peut
être tout à fait indésirable.

Sous les premières je prévois la
concession simple; pour les seconds
la concession d'utilité publique.
et j'ai pris pour les délimiter
le voltage de 45000 ~~volts~~
parce qu'il est certain qu'on ne
fera plus dorénavant de lignes
de transport inférieures à 45000
volts.

M. Chagnaud Attention! N'enlève
pas toute élasticité à la réglementation.
Il peut y avoir des lignes de
transport de moins de 20
kilomètres de longueur & n'ayant
pas besoin par conséquent d'un si haut

voltage.

Après un nouvel échange d'observations entre Mm. Chapnaud, le Directeur & le rapporteur, il est décidé que Mm. Mollard & Magnier se mettront d'accord pour rédiger un nouveau texte remplaçant la réglementation de 4/000 volts par une autre définition, par exemple celle de la hauteur des pylônes à la base.

2^e permission de voirie

M. le Ministre. Je sais quels reproches M. le rapporteur a adressés au régime des permissions de voirie, mais je lui ferai observer que ce régime a été remis au point par la loi de 1925 et le règlement d'administration publique qui l'a suivi et qu'à notre avis les abus ont été supprimés.

M. le rapporteur. La loi du 12 février 1925 sur les permissions de voirie n'a pas été examinée par notre Commission et elle a attaché à ces permissions des droits formidables. En outre un simple agent voyer, un conducteur des ponts peuvent les délivrer; elles se renouvellent par tacite reconduction et des conditions invraisemblables sont posées pour leur

rachat.

La loi de 1921 est allée à l'encontre des sages mesures prises par les circulaires de 1912 (M. Jean Dupuy étant ministre des Travaux publics) et de 1918 (M. Claveille étant ministre; elle a consacré des abus qu'il est indispensable à mon avis de faire disparaître.

M. le Directeur. Pardonn! Il y a deux catégories de permissions de voirie. La loi de 1921 a précisément supprimé celles qui donnaient lieu à des abus, et elle impose aux permissionnaires l'obligation d'avoir des tarifs de distribution.

M. Maurice Ordinaire. Oui mais cette disposition de la loi n'est pas appliquée parce que les préfets n'ont pas reçu les circulaires qu'ils attendent.

M. le Directeur. Ces circulaires sont à l'imprimerie nationale et seront distribuées dans huit jours.

Donc les anciennes permissions de voirie (il en existait pour des lignes de 45 000 volts) sont supprimées. Celles qui subsistent sont relatives à des concessions publiques ne délivrant pas plus de cent kilowatts. Je crois qu'il

75

la loi de 1925 est bonne et qu'il
serait imprudent de l'abroger.

M. le Rapporteur. En tout cas il y a
à l'article 9 de cette loi un texte
qui n'est pas clair : la limite de
1936 pour les permissions de voirie
supprimées écarte la limite minimale
ou la limite extrême. Non seulement
on rend les permissions de voirie
intangibles pour 9 ans ce que je
considère comme très regrettable, mais
la loi est rédigée de telle sorte qu'elle
semble ouvrir la possibilité de
prolongation après 1936.

M. le Président. Non, il faut qu'il
soit bien entendu que la date de
1936 sera la limite extrême.

M. le ministre Sur ce point nous
sommes d'accord & dès lors il ne
semble que la Commission a satisfaction.

M. le Rapporteur. Non, car les
permissions de voirie sont les obstacles
que l'on rencontre à chaque pas
lorsqu'on veut électrifier un pays.
Il faut donc pouvoir évincer
les permissionnaires après indemnité
bien entendu.

M. le ministre Que le procès en perspective!

M. Chagnaud. Je ne suis pas de l'avis de M. le Rapporteur; je crois que les permissions de voirie sont très utiles, surtout pour électrifier les campagnes. Elles fonctionnent bien & je crains qu'une réglementation excessive comme celle que l'on prépare, donne des résultats très différents de ceux escomptés. Je suis pour ma part un très ferme partisan du maintien des permissions de voirie parce qu'elles servent à hâter l'électrification rurale.

M. Maurice Ordinaire. Dans nos campagnes les concessionnaires s'installent comme au pays conquis.

M. le Ministre. Oh, je ne nie pas que des abus aient été commis dans le passé; la loi de 1913 tend précisément à les supprimer. mais je crains que la suppression totale des permissions de voirie, demandée par M. Mollard ne donne lieu à la naissance d'un beau contentieux!

M. le Rapporteur. Pourquoi? Il n'est pas question dans ma proposition d'éviction brutale. J'invite simplement les permissionnaires à faire transcrire leurs permissions

en concession simple; ils ont des droits qu'ils exercent abusivement & qui aboutissent à retarder l'électrification. Je veux les faire rentrer dans le cadre de la loi. Si dans les 18 mois de la promulgation de la loi les concessionnaires ne se sont pas soumis on les dépossède.

M. le Directeur Et vous leur imposez un tarif...

M. le Rapporteur le même que celui que vous avez prévu.

M. Chagnaud A ce propos je fais observer qu'en imposant dans nos campagnes des tarifs pour des transports insignifiants on risque de tout arrêter.

M. le Directeur Pour en revenir aux abus dont il a été parlé, j'ai reconnu qu'il s'en est produit dans le Vercors, dans le Finistère et dans les Pyrénées. Mais partout ailleurs les permissions de voirie n'ont donné lieu à aucune difficulté grave.

M. le ministre J'ajoute ceci qui doit inciter M. Mollard à accepter une transaction: la Chambre qui

a établi les petits permis de voirie pour les transports d'électricité dans les campagnes, ne reviendra jamais sur ce vote.

M. le Président C'est probable en effet, et le Sénat répugnerait lui aussi à supprimer les permissions de voirie en question. Je propose donc que M. le Rapporteur & M. le Directeur étudient ensemble un nouveau texte pour les permissions de voirie étant entendu que la date de 1936 marquera la limite extrême pour le maintien des permissions de la catégorie à supprimer. (Assentiment)

3°/ département concédant

M. le Rapporteur. J'ai proposé de donner le pouvoir concédant aux départements parce que c'est souvent le seul moyen d'électrifier les communes pauvres, les campagnes déshéritées que les concessionnaires laissent à l'écart. Il faut alors que le département puisse grouper ces communes & leur concéder du courant sur la limite de son territoire.

M. le Ministre Mais le département

a mille moyens, sans avoir besoin d'être concédant, pour faciliter et encourager l'électrification des communes pauvres. J'ai peur que le système proposé par M. le Rapporteur n'entraîne des complications & des chicanes.

M. Chagnaud. Sans donner le pouvoir concédant au département on peut forcer le concessionnaire à donner du courant aux petits bourgs & aux campagnes. C'est ce qui s'est fait dans ma région.

M. le Ministre. J'ai peur que sur ce point le texte de M. Mollard ne complique les choses au lieu de les simplifier.

M. le Rapporteur. Mon texte reproduit celui de la proposition de loi de MM. Lesaché et Carnot que la Chambre a votée. Mais cette proposition ne prévoyait que le département concédant tandis que j'ai prévu aussi le département concessionnaire.

Je ne vois pas pourquoi le département serait privé du droit, qu'a la commune, de donner une concession ?

Il faut que le département qui a fait de gros frais pour établir

une ligne ne risque pas d'être
dépossédée à la fin de la concession.

M. Chagnaud C'est injuste en
effet.

M. le Directeur Le cahier des charges
peut prévoir le contraire.

M. le Président Après l'échange
d'observations qui vient d'avoir lieu,
l'accord sera facile à réaliser
entre M. le Rapporteur & M. le
Directeur. (Assentiment).

M. le Rapporteur L'essentiel est qu'on
donne aux départements la faculté
de faciliter l'électrification des
communes pauvres.

N° composition des comités

M. le Ministre propose que le
comité d'électricité soit porté à
45 membres au lieu de 30
prévus par la proposition.

M. le Directeur Donne lecture
d'un nouveau texte sur lequel
l'accord se fait avec M. le
Rapporteur après un bref échange
d'observations.

Articles 9 et 10

M. le Directeur propose une nouvelle rédaction qu'il examinera avec M. le Rapporteur.

Articles 14 & 19

M. le Rapporteur accepte de retrancher de ces articles les dispositions qui trouveront mieux leur place dans un règlement d'administration publique & risquent d'alourdir la loi.

Article 15

M. le Directeur Je remarque d'abord, à propos de l'article 15 relatif au règlement des indemnités qu'en proposant de donner à la loi le caractère d'ordre public, M. Mollard rend impossible toutes les transactions entre intéressés. Cela est gros de conséquences.

M. le Rapporteur. Mon intention était en donnant à la loi le caractère d'ordre public d'éviter les abus auxquels certaines pressions exercées par de puissantes sociétés pourraient donner lieu. Mais je suis prêt à vous faire une concession sur ce point & vous estime que les inconvénients

l'emportent sur les avantages.

Je dois maintenant prévenir les représentants du gouvernement & la Commission que j'ai préparé une rédaction de l'article 15 différente de celle qui a été imprimée dans le texte de ma proposition (344-1926)

M. le Directeur Je propose de laisser le soin de statuer au juge de paix qui nommera un expert ou, si les parties l'exigent, elles nommeront chacune un expert & les deux experts en désigneront un troisième, et ce sont les experts qui jugeront les dommages.

M. le Rapporteur Il est impossible de laisser les choses dans l'état où elles sont : rien que pour la STEDA deux cents procès sont en suspens depuis 1922. Avec la procédure actuelle cinq juridictions différentes sont mises en jeu. Le petit propriétaire lésé et désarmé en face des grosses sociétés qui n'hésitent pas à aller en cassation. On laisse les propriétaires chez lesquels les ouvriers entrent sans avis préalable & parfois saccagent tout. A des plaintes formulées, une société a répondu : "Que voulez-vous je ne peux pas vous envoyer des

académiciens!" Pour une seule ligne de 160 Kilomètres, 300 propriétaires sont allés en justice sans pouvoir obtenir un jugement. Quand des experts sont nommés, les sociétés contestent les rapports et vont en appel. Certains désaccord ont même fini par être portés devant le tribunal Correctionnel parce que le propriétaire avait déposé une plainte en violation de propriété & que le concessionnaire avait déposé une plainte pour entrave à des travaux d'utilité publique. C'est à ce gâchi que je veux mettre fin.

M. Brager de la Ville Moysan. Je demande surtout que l'on ne crée pas des juridictions d'exception. La plupart des difficultés à trancher porteront sur des intérêts minimes. Pourquoi créer des commissions spéciales, organiser à grand peine et contrairement à tous les principes juridiques, des juridictions d'appel. Pourquoi l'homologation par le tribunal civil? Restons dans le droit commun: le juge de paix & l'appel devant le tribunal civil. Ce sera plus simple et moins coûteux.

M. le Président la procédure qu'a prévue M. Mollard risque en effet

d'entraîner des frais considérables. Il vaudrait mieux en effet s'en tenir au droit commun.

M. le Rapporteur. J'ai modifié la rédaction de la 1^{re} partie de l'article. J'accepte la compétence du juge de paix & je renonce à la Commission tripartite. Mais je propose une commission arbitrale lorsqu'il s'agira de mettre en jeu la loi de 1841.

M. le Président. Gardons la compétence du juge de paix avec l'appel devant le tribunal civil; et rien n'empêche d'ajouter que le tribunal devra juger comme en matière sommaire. Ainsi on simplifie & on réduit les frais autant que possible.

M. le Rapporteur. J'accepte & j'étudie le nouveau texte avec M. le Directeur.

M. le Directeur. Dernière question, celle de l'indemnité préalable. La maintenez-vous?

M. le Rapporteur. Elle est indispensable. Sinon les concessionnaires ne paient pas. Il faut à tout prix mettre fin aux scandaleux abus qui existent avec le régime actuel.

89
M. le Directeur J'accepte si, la loi n'étant pas d'ordre public, les accords amiables sont possibles.

Sur la question du constat préalable je demande que l'on se réfère à la loi de 1892 qui donne toutes les garanties aux citoyens en matière d'expropriation.

M. le Rapporteur Le constat préalable empêchera que des ouvriers saccagent des récoltes comme cela s'est produit. Et les études pour une ligne durent parfois six mois. Il faut mettre les propriétaires à l'abri des exactions. Nos campagnes sont traitées en pays conquis par les concessionnaires armés d'une déclaration d'utilité publique : on a rasé des haies, coupé des ceps, des arbres. M. le Directeur en a les preuves dans ses dossiers.

M. Brager de la Ville Moysan - Je ne vois pas en quoi le constat préalable empêchera de commettre ces dégâts ?

M. le Président La loi de 1892 suffit et la loi de 1889 indique les moyens de se faire payer. Faisons attention de ne pas forcer les propriétaires à engager des frais & à dépenser

so ou 60 + Je constat pour un
dégât éventuel de 15 francs.
Je propose que M. le Rapporteur &
M. le Directeur se mettent
d'accord sur ce point (Assentiment)

article 21

Echange d'observations entre M. le
Rapporteur & le Directeur.

M. le Président remercie M. le
ministre des Travaux publics & M.
le Directeur des forces hydrauliques
des éclaircissements qu'ils ont
donnés à la Commission.

La séance est levée.

87

Séance du mercredi 6 avril 1927.

Présidence de M. Fernand Rabier, vice président.

Présents : MM. Helmer, Mollard, Renaudot, Delahaye, Le Hars, Serchot, Chagnaud, Somereu, Brager de la Ville Moyson, Gay, Vieu, Chanal, Mahieu, Judet, Leclerc

Nomination de rapporteurs

M. Brindeau est nommé rapporteur du projet de loi relatif à la navigation côtière (n° 187-1927)

M. Helmer est nommé rapporteur du projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'Etat & la Cie du Nord pour régulariser la reconstruction et la mise normale de la ligne de Guise à Vimy et à Hirson. (n° 168)

Allocations aux départements & aux communes pour déficit de leur chemin de fer d'intérêt local -

M. le Président M. Marcel Régnier, rapporteur du projet de loi ayant pour objet d'accorder pour les années 1927 à 1930 des allocations aux départements & aux communes à raison des déficits de leur chemin de fer d'intérêt local (n° 127-1927) et

actuellement au Maroc. Je l'ai avisé
par télégramme de l'intérêt qu'il y
avait à voter d'urgence le projet.
Je sais que le Conseil général attachera
à ce vote la plus grande importance.

La Commission des finances a été
chargée de l'examen au fond du
projet & M. Jannoney a conclu
à l'adoption du texte de la Chambre
sauf deux modifications qui sont
précisées dans son rapport.

Je propose de donner un avis
favorable à l'adoption du projet
en approuvant les modifications
de la Commission des finances. (Assentiment)

Je déposerai donc demain l'avis
favorable de la Commission.

Chutes de Kembs.

M. Mahieu rapporteur du projet de loi
autorisant, déclarant d'utilité publique
et concédant à la Société les forces
motrices du Haut Rhin les travaux
d'aménagement de la chute de Kembs
(Haut-Rhin), sur le Rhin, attire
l'attention de la Commission sur
l'intérêt qu'il y aurait à ce que
ce projet fût voté le plus tôt possible.

L'affaire qui intéresse l'Alsace &
toute la région de l'Est est en elle
même très simple.

M. Mollard. Je suis loin d'être hostile à l'adoption du projet de loi mais j'estime qu'il est indispensable que la Commission de Travaux publics l'examine de très près parce qu'il pose plusieurs principes d'ordre général. La Chambre a étudié l'affaire pendant un an; nous ne pouvons pas prendre une décision en quelques minutes, sinon nous ne serions plus qu'une machine à enregistrer.

M. le Rapporteur. Je crois qu'il serait utile que la Commission m'autorisât à déposer mon rapport avant la séparation des vacances de l'été, parce que les populations alsaciennes attachent la plus grande importance à ce projet & en attendent impatiemment le vote.

M. Helmer. Je remercie M. le Rapporteur de ce qu'il vient de dire & je sais en effet qu'en Alsace on sera très content de voir commencer les travaux; mais un certain nombre de questions se posent à propos de ce projet & je demande, avec M. Mollard, qu'il soit examiné de très près par la com-

M. Maurice Ordinaire appuie cette observation.

La Commission autorise M. Maurice

à déposer son rapport à la séance
du 8 Avril, sous réserve des obser-
vations qui pourront être présentées
ultérieurement.

Audition des présidents des syndicats
de producteurs d'énergie électrique

M. M. Cahen, Brilinski et Bouton
présidents des syndicats de producteurs
d'énergie électrique sont introduits.

M. Cahen, parlant au nom de ses
collègues, remercie la Commission d'avoir
bien voulu les entendre sur la
proposition de loi de MM. Mollard
Mélain et Machet tendant à modifier
la loi du 15 juin 1906 sur la distribution
d'énergie électrique.

Nous croyons, dit-il, qu'il faut des
motifs graves pour changer le régime
de la distribution électrique.

Ces motifs existent-ils ? Nous ne le
croyons pas.

Selon M. Mollard la législation
actuelle constituerait un véritable
chaos. Ce n'est pas notre avis. La loi
de 1906 a vingt ans, c'est vrai, mais
si il fallait modifier toutes les lois
qui sont vieilles de vingt ans, où
irait-on ? Cette loi est le résultat
d'études très sérieuses qui ont commencé
en 1893. Quant à la loi de 1922

les distributeurs d'énergie l'ont vu adopter avec regret; elle tend à renforcer le droit de l'Etat et n'ayant d'ailleurs pas encore été appliquée elle ne peut aggraver le "chaos".

La loi du 31 mars 1923 ne nous est pas applicable; elle concerne les permissions de voirie pour l'agriculture.

La loi du 2 août 1923 est une loi financière qui prévoit une avance de 600 millions pour l'électrification des campagnes.

Sur la loi de février 1925, nous sommes d'accord; c'est celle qui, pour nous, supprime les permissions de voirie.

La loi du 14 juillet 1925 complète la loi du 2 août 1923 sur l'électrification des campagnes &, à part son article 198 sur les servitudes de passage, ne nous concerne pas.

Quant aux décrets, sont-ils si nombreux? Je n'en connais que 9.

M. Mollard Il y en a 51 & un 52° est en préparation.

M. Cahen. Mais le vote de la proposition de loi de M. Mollard n'aurait pas pour effet de supprimer ces décrets; elle substituerait seulement un "chaos" à un autre et créerait un autre un interrègne de deux ou trois ans.

En ce qui concerne les permissions de voirie, les distributeurs d'énergie électrique sont partisans de leur suppression. Mais cette suppression est faite par la loi de 1925, contrairement à ce que disent les auteurs de la proposition. Les permissions de voirie instituées par la loi de 1925 sont des concessions à formule simple qui favorisent et facilitent l'électrification des campagnes.

M. le Président Après audition du ministre des Travaux publics, la proposition de loi a été modifiée sur un point.

M. Cahen nous concluons, nous autres, au maintien des lois de 1906 & de 1925.

J'arrive maintenant à la déclaration d'utilité publique que la proposition de loi rend obligatoire au-dessus d'un certain voltage. Pourquoi? Faisons attention de ne pas compliquer les constructions de lignes.

Que le régime actuel ait des imperfections, je ne le nie pas; mais sous prétexte de l'améliorer il ne faut pas le bouleverser. Il a fait ses preuves: 20 000 Kilomètres de lignes à haute tension ont été établis en France. Je sais bien qu'en Savoie des difficultés se sont produites; il y a eu des gens qui se sont mis hors

la loi. (as particuliers qu'aucune législation n'empêchera de se produire.

Nous croyons en fin que ce serait commettre une erreur technique que de donner le pouvoir concédant aux départements. Les distributeurs sont communales, ou intercommunaux (et alors assurés par les syndicats de communes) ou régionales. Le département qui est concessionnaire ne peut être aussi concédant. Ce serait paradoxal.

Je rappelle et répète que le régime actuel a fait ses preuves : en 1914, 5431 communes étaient électrifiées ; il y en a 18900 en 1926. La population desservie est de 30 millions d'habitants. Il reste 19000 communes à électrifier. Pour le faire gardons nous le couppler les difficultés existantes d'une instabilité légale & administrative.

Celles sont les principales observations que mes collègues et moi voulons présenter à la Commission.

M. Mollard J'ai déjà fait plusieurs exposés à mes collègues qui connaissent la question et savent que j'ai répondu d'avance à la plupart des objections présentées par M. Cahen.

Il faut réviser la législation de 1906 parce que depuis vingt ans les

applications de l'électricité ont fait
des progrès énormes que le législateur
de 1906 ne pouvait pas prévoir. Le
problème à résoudre est de mettre
la législation sur les distributions
d'énergie électrique en harmonie avec
les conditions nouvelles d'établissement
des lignes.

Je demande aux distributeurs de
renoncer à une opposition systéma-
tique & stérile & de m'apporter leur
collaboration. Je suis prêt à
étudier avec eux, dans l'esprit le
plus large, les différents articles
de ma proposition de loi mais je
maintiens qu'il est indispensable
et urgent de modifier la loi de
1906.

M. le Président remercie MM. Cahen
Karlinski et Boutan & les invite
à se mettre en rapport avec le
rapporteur.

Il en est ainsi décidé d'un
commun accord.

95

Séance du 2^e mai 1927

Présidence de M^r Lhopiteau -

Présents M.M. Lhopiteau, Fernand Rabier, Dominique Delahaye, Marcel Régnier, Mollard, Judet.

La séance est ouverte à quinze heures -

M^r le Président donne lecture d'une lettre de M^r Mähl, ingénieur, qui demande à être entendu par la commission au sujet du projet de loi déclarant d'utilité publique et concédant à la Société des forces motrices du Haut-Rhin, les travaux d'aménagement de la chute de Kembs (Haut-Rhin), sur le Rhin.

M^r Mollard - M^r Mähl est un ingénieur très remarquable. C'est lui qui a construit le barrage de Jenissiat. Il sera très intéressant de connaître son opinion sur le projet de loi -

M^r le Président - nous ne pouvons rien décider, me semble-t-il, avant d'avoir consulté M^r Mahieu, le rapporteur. Je vais lui transmettre la demande de M^r Mähl et, s'il n'y voit pas d'inconvénient nous pourrions le convoquer pour la prochaine séance (à sentiment).

M^r le Président - L'ordre du jour appelle l'examen pour avis des conclusions du rapport de M^r Chauveau sur le projet de loi relatif aux Assurances sociales.

M^r Fernand Rabier, rapporteur donne lecture de son rapport, proposant un texte nouveau pour l'article 49 (visant les cheminots) -

Les conclusions du rapport de M^r Fernand Rabier sont adoptées.

M^r Marcel Régnier - Je viens d'apprendre que le Ministère des Travaux Publics s'apprête à homologuer un nouveau tarif pour le retour des emballages. Ce tarif représenterait une majoration de 19,75 % sur le tarif d'avant guerre. Une pareille majoration aurait des repercussions très

fâcheuse sur le prix des denrées alimentaires. Il serait peut-être bon de faire entendre notre protestation.

M^r le Président. Il serait ~~utile~~ auparavant d'avoir communiqué du nouveau tarif. Je demande à M^r Régnier de traiter cette question très brièvement.

M^r Dominique Delabaye. Je demande également que la Commission ne perde pas de vue les repercussions que pourrait entraîner pour l'avenir de notre marine marchande l'adoption de l'article 11 du projet de loi du gouvernement portant modification du régime douanier.

M^r le Président. Le projet n'est pas encore voté par l'autre assemblée. Nous ne pouvons donc discuter utilement sur cette question qui relève du reste au premier chef de la Commission des Douanes et non pas de la nôtre.

La Commission règle l'ordre du jour de sa prochaine séance fixée au mercredi 8 juin.

La séance est levée à 16 heures.

97

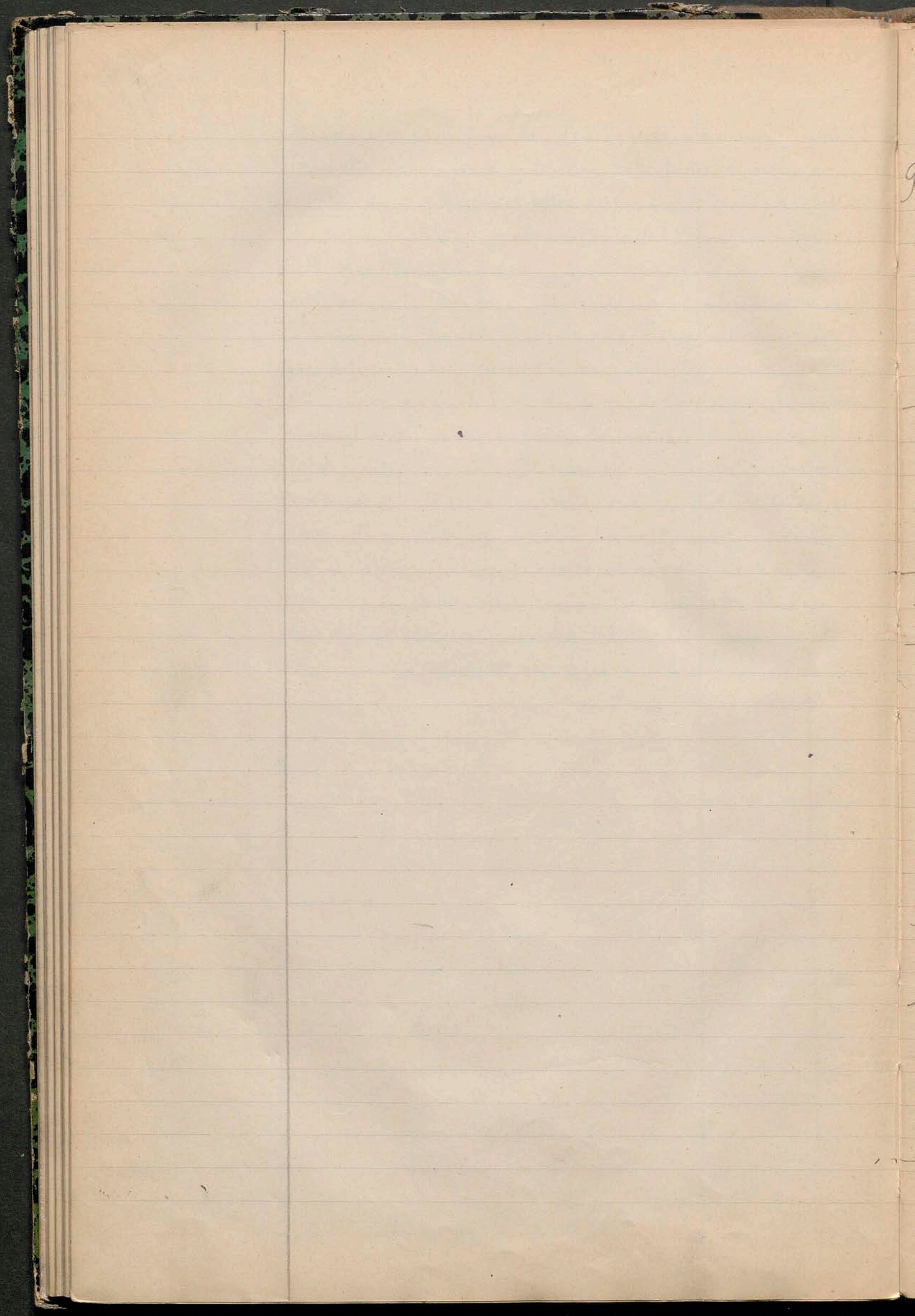


Table des Matières

99

Pages

Date des Séances	Projets et propositions examinés	
9 février 1927	<ul style="list-style-type: none"> - Nominations de rapporteurs - Entrevue de M. le St 4 du M^{bre} de Tr. p. - Distributions d'énergie électrique Exposé de M. Mollard. - Ligne d'Orléansville à Violar. - Ligne de St Charles à Guelma - Expropriations en Algérie 	1 à 18
16 février	<ul style="list-style-type: none"> - Nomination d'un rapporteur - Assurances sociales - Distributions d'énergie électrique - Extraction de matériaux rivage mer - Balisage dans les eaux maritimes - Prix du charbon 	19 à 25
23 février	<ul style="list-style-type: none"> - Nominations de rapporteurs - Distribution d'énergie électrique 	26 à 31.
2 Mars	<ul style="list-style-type: none"> - Ligne de Bonnat à Evaux - Ligne d'Aubréville à Apremont - Prochaines auditions du ministre de Tr. P. - Dépôts d'explosifs en Als. - Lorr. - Permissons de voirie en Als. - Lorr. - Domaines de guerre de concessionnaires de voirie de communie. d'int. p^{al}. - Ligne de Bagnères de Bigorre à Lourdes - Branchements de Mulhouse - Assurances sociales - Ingénieurs de l'aéronautique 	32 à 37
9 Mars	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="margin-right: 10px;"> <p>Audition de</p> <p>M. le Ministre</p> <p>des</p> <p>Travaux publics</p> </div> <div style="border-left: 1px solid black; padding-left: 10px;"> <ul style="list-style-type: none"> - Convention avec le midi - Espéran à Saint Flour - Lussan à Montlouis - Bonnat à Evaux - Routes à grand trafic - Fourrières à Eygurande - Force hydraul. Dordogne - Distrib. énergie électrique - Prix du charbon - Proposition Essier assurances sociales </div> </div>	38 à 57.
10 Mars	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution d'énergie électrique 	58 à 64

24 Mars	Lettre au S. ^t de la C. ^a de finances Chemins de fer départementaux	65 - 66
---------	--	---------

30 mars	Audition de M. le Ministre des Travaux Publics & de M. le Directeur des forces hydrauliques sur les distributeurs d'énergie électrique	67 à 86.
---------	--	----------

6 avril	Nominations de rapporteurs allocation aux départ ^{ts} & comm. Chutes de Kembs. Audition des présidents de syndicats de distributeurs d'énergie électrique	87 à 94
---------	---	---------

Licences d'importation
1) de plants de pommiers
de terre de Hollande

2) pommiers d'Amérique

3) oranges et mandarines
d'Espagne
ou oranges d'Amérique

C. B. agent

M^{re} Randan

M^{re}

Arbel

8 Avenue Vion - Whitcomb

(16)

PARTICIPATION de l'ALGERIE à de GRANDES
MANIFESTATIONS

-:-:-

L'EXPOSITION du PROGRES SOCIAL de LILLE 1939. - Le Gouvernement général

de l'Algérie a été sollicité de participer à l'Exposition du Progrès Social qui se tiendra à LILLE de mai à Novembre 1939. Répondant à l'invitation du Commissaire général de cette manifestation, M. le Gouverneur Général de l'Algérie a chargé l'Office administratif d'organiser une Section algérienne au Grand Palais de cette manifestation, dans laquelle sera présentée une documentation montrant l'ensemble des efforts faits dans la Colonie " pour perfectionner la vie en société " selon le programme qu'ont tracé les organisateurs.

L'oeuvre réalisée dans toutes les formes de la vie sociale sera particulièrement mise en valeur : aménagement des villes, urbanisme, habitations à bon marché, habitat indigène, assistance sous toutes ses formes, hygiène, alimentation, spécialement celles des indigènes, vie en plein air, sports, organisation du travail et des loisirs, divers ordres d'enseignement général, enseignement technique, tourisme, hôtellerie, transports terrestres, maritimes, aériens, travaux publics, ports, barrages, etc.

Des agrandissements photographiques, des graphiques, des statistiques, des dioramas, des maquettes, montreront au public sous une forme attrayante les améliorations de toute nature qui ont été apportées par la civilisation française dans notre belle colonie.

SALON DE LA SOCIÉTÉ COLONIALE des ARTISTES FRANÇAIS. -

L'oeuvre entreprise par l'Administration académique et la Direction générale des Affaires indigènes et des Territoires du Sud pour la conservation et la rénovation des Arts mineurs en Algérie a donné des résultats remarquables dans la fabrication du tapis, le tissage, la broderie, la céramique et la poterie, la dinanderie, l'ébénisterie, les travaux de bois, du cuivre, du fer et du cuir.

Le Salon de la Société Coloniale des Artistes Français qui se tient au Grand Palais des Champs Elysées, du 5 mai au 2 juillet, permet au public d'apprécier la qualité de la production des artisans indigènes algériens, l'Office administratif présentant à ce Salon quelques uns des plus beaux échantillons de leurs travaux (tapis, tentures, cuivre, poteries et cuirs brodés).

-:-:-:-:-

BULLETIN de DOCUMENTATION

PUBLIÉ PAR

L'OFFICE ADMINISTRATIF DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

16, rue des Pyramides — PARIS (1^{er})

Reproduction autorisée
en signalant l'origine

M A I 1939

Téléphone : Opéra 21-86
Télégr. : Office Algérie-Paris

N.B. - Sauf indications contraires, les chiffres fournis proviennent de documents officiels du Gouvernement Général de l'Algérie.

STATISTIQUES MENSUELLES

SITUATION FINANCIERE =====	Unité	Janvier 1939	Février 1939	Mars 1939
<u>BANQUE de l'ALGERIE.</u> - Bilan en fin de mois				
Encaisse or	Millions	212,1	212,1	212,1
Billets en circulation	de	2.834,8	2.798,3	2.833,9
Effets envoyés en recouvrement	francs	379,1	340,2	344,1
<u>RECouvreMENTS BUDGETAIRES.</u> -				
Contributions directes et taxes assimilées	-	0,2	1,5	15,1
Produits de l'enregistrement	-	22,6	19,4	22,7
Produits du timbre	-	10,1	6,9	8,9
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	-	7,4	0,9	6
Produits des douanes	-	20,4	22,5	21,2
Taxe unique sur les affaires réalisées en Algérie	-	30,8	31,9	36,6
Produits des contributions diverses	-	5	33,1	37,4
Produits et revenus du domaine de l'Etat	-	4,1	2	1,9
Ressources exceptionnelles et recettes d'ordre	-	3,6	4,2	18,3
Budget annexe des P. I. T.	-	12,6	12,9	18,2
<u>CAISSE D'EPARGNE.</u> -				
Nombre de dépôts	Millio Unités	42,4	33,6	33,2
- de retraits	-	22,5	21	23,9
Montant des versements	Millions	50,9	41,4	41
- des remboursements	de frs	32,6	31,1	41,5

STATISTIQUES MENSUELLES (suite)

COMMERCE EXTERIEUR		M A R S 1939				
-----		Unité	Provenance de			Total
			France	Colonies	Etranger	

IMPORTATIONS (en valeurs)						
Objets d'alimentation	Millions	87,9	26,7	14,2	128,8	
Matières nécessaires à l'industrie	de frs	36,2	9,1	31,5	76,8	
Objets fabriqués	-	208,7	2,1	11,9	222,7	
Total	-	332,8	37,9	57,6	428,3	
1926 - 1930 (moy.mensuel.)=100		102	226	78	102	
(en poids)						
Objets d'alimentation	1000 T.	21,7	9,9	4	35,6	
Matières nécessaires à l'industrie	-	42,4	7,3	80,7	130,4	
Objets fabriqués	-	24	0,4	2,8	27,2	
Total	-	88,1	17,6	87,5	193,2	

Principales marchandises importées						
Bovins	1000 Têtes	0,2	3,3	"	3,5	
Fromages	1000 Qx	4,2	"	0,3	4,5	
Beurre	-	1,1	"	"	1,1	
Blé tendre	-	-	8,5	"	8,5	
Avoine	-	-	10,5	"	10,5	
Orge	-	1,8	4,9	"	6,8	
Pommes de terre	-	45,7	"	"	45,7	
Sucres	-	72,4	"	"	72,4	
Café vert	-	-	1,4	10,3	11,7	
Huiles d'arachides	-	26,6	11	"	37,6	
Bois de construction	1000 T.	5,6	"	0,7	6,3	
Ciment	-	12,5	"	1,3	13,8	
Houille	-	0,1	3,5	59,4	63	
Essences minérales	1000 Hl	-	"	95,5	95,5	
Huiles de graissage et résidus	1000 Qx	2,8	"	67,3	70,1	
Fers laminés en barres	-	48,3	"	5,4	53,7	
Tôles et fils de fer	-	16	"	"	16	
Savons	-	17,6	"	"	17,6	
Tissus de coton	-	6,3	"	"	6,3	
Tissus de rayonne	-	0,4	"	"	0,4	
Véhicules automobiles	nombre	513	1	"	514	

Marchandises débarquées dans les ports						
	1.000 tonnes	Janvier 1939	Février 1939	Mars 1939		
Béni-Saf	-	0,3	0,7	0,4		
Oran	-	125,9	97,4	86,5		
Arzew	-	3,4	8,3	5,6		
Mostaganem	-	8,5	13,4	13		
Alger	-	139,1	137,1	165,2		
Bougie	-	3,2	4,4	5,7		
Djidjelli	-	0,3	0,9	0,7		
Philippeville	-	12,9	16,9	12,5		
Bône	-	26,3	70	34,1		

STATISTIQUES MENSUELLES (suite)

COMMERCE EXTERIEUR		M A R S 1939			
=====		Unité	Destination de		
			France	Colonies	Etranger
-----					Total
EXPORTATIONS (en valeurs)					
	Millions				
Objets d'alimentation	de frs	363	6,3	4,7	373
Matières nécessaires à l'industrie	-	21,9	2,7	58,9	83,5
Objets fabriqués	-	11,2	9,9	3,2	24,3
Total	-	396,1	18,9	66,8	481,8
1926-1930 (Moy. mensuelle) = 100	-	163	63	116	146
(en poids)					
Objets d'alimentation	1000 T.	162,1	3,1	2,2	167,4
Matières nécessaires à l'industrie	-	70,6	2	333	405,6
Objets fabriqués	-	3,8	1,2	1	6
Total	-	236,5	6,3	336,2	579
Principales marchandises exportées					
	1000				
Vins	Têtes	11,5	0,6	-	12,1
Blé dur	1000 Qx	28,4	-	-	28,4
Blé tendre	-	45,9	-	-	45,9
Avoine	-	0,1	-	-	0,1
Orge	-	4,2	-	-	4,2
Farine de froment	-	14,5	1,2	0,1	15,8
Semoules en gruau	-	70,4	0,1	-	70,5
Pommes de terre	-	62,2	0,1	1,8	64,1
Mandarines, oranges, clémentines	-	109,3	-	-	109,3
Dattes	-	5,9	0,6	-	6,5
Tabacs en feuilles	-	-	1,1	0,1	1,2
Huiles d'olives	-	3,8	-	4,2	8
Aïfa	-	20	-	174,2	194,2
Grain végétal	-	2,7	0,2	7,2	10,1
Artichauts	-	49	-	-	49
Haricots verts	-	-	-	-	-
Tomates	-	0,9	-	-	0,9
Petits pois	-	7,3	-	-	7,3
Vins ordinaires en fûts	1000 Hl	1.336,2	19,9	7	1.363,1
Phosphates naturels	1000 T.	13,5	-	32,7	46,2
Minerais de fer	-	47,1	-	274,1	321,2
Marchandises embarquées dans les ports			Janvier 1939	Février 1939	Mars 1939
Béni-Saf	1000 T.	7,5	13,8	13,2	
Oran	-	103,4	105,9	99,7	
Arzew	-	12,4	6,8	10,6	
Mostaganem	-	21,7	35,1	25,1	
Alger	-	138,3	150,2	184	
Bougie	-	41,3	19,2	25	
Diidjelli	-	9,1	8,3	6,2	
Philippeville	-	13,0	11,4	6,5	
Bône	-	229	296,9	248,4	

STATISTIQUES MENSUELLES (suite)

TRANSPORTS				Unité	Janvier 1939	Février 1939	Mars 1939
<u>NAVIGATION</u>							
Béni-Saf	entrées	(navires: nombre			18	21	19
		(tonnage: 1000 tj			29,5	33,7	25
	sorties	(navires: nombre			18	20	20
		(tonnage: 1000 tj			29,5	32,1	26,7
Oran	entrées	(navires: nombre			366	359	411
		(tonnage: 1000 tj			671,4	614,1	646,8
	sorties	(navires: nombre			359	355	402
		(tonnage: 1000 tj			650,8	616,4	654,5
Arzew	entrées	(navires: nombre			20	22	17
		(tonnage: 1000 tj			16,9	25,5	20,8
	sorties	(navires: nombre			20	17	21
		(tonnage: 1000 tj			17,1	19,3	23,6
Mostaganem	entrées	(navires: nombre			85	92	93
		(tonnage: 1000 tj			129	140,1	137
	sorties	(navires: nombre			84	92	93
		(tonnage: 1000 tj			126,8	138,5	140,3
Alger	entrées	(navires: nombre			333	320	348
		(tonnage: 1000 tj			741,1	622,2	738,9
	sorties	(navires: nombre			322	323	345
		(tonnage: 1000 tj			730,3	627,2	724,2
Bougie	entrées	(navires: nombre			56	61	62
		(tonnage: 1000 tj			65,3	69,7	56,9
	sorties	(navires: nombre			56	63	62
		(tonnage: 1000 tj			64,8	73,7	55,9
Djidjelli	entrées	(navires: nombre			26	29	42
		(tonnage: 1000 tj			17,4	18,4	31,1
	sorties	(navires: nombre			27	30	42
		(tonnage: 1000 tj			18,9	18,4	30,1
Philippeville	entrées	(navires: nombre			82	89	78
		(tonnage: 1000 tj			100,1	96,4	88,9
	sorties	(navires: nombre			86	87	82
		(tonnage: 1000 tj			103	44,2	92,1
Bône	entrées	(navires: nombre			158	165	165
		(tonnage: 1000 tj			257	259,9	253,8
	sorties	(navires: nombre			156	168	165
		(tonnage: 1000 tj			252,4	264,3	249,4
<u>CHEMINS DE FER.-</u>							
Trafic (Recettes) :							
Voyageurs		Millions			7,3	7,7	7,7
Bagages et messageries		de frs			2	2,3	2,7
Petite vitesse		-			16,3	17,9	20
Recettes totales		-			25,6	27,9	30,4

STATISTIQUES MENSUELLES (suite)

Indices économiques divers	Unité	Janvier 1939	Février 1939	Mars 1939
<hr/>				
<u>MOUVEMENT DES VINS. -</u>				
Sorties de la propriété	1000 Hl.	1.432,2	1.558,1	1.562,8
Consommation taxée	-	82,9	72	77
Stock commercial en fin de mois	-	2.493,6	1.775,1	1.585,5
<hr/>				
P R O D U C T I O N				
<hr/>				
<u>PRODUCTION MINERALE.-</u>				
Minerai de fer	1000 T.	272,8	252,9	255,8
Minerai de zinc	-	0,5	0,3	0,6
- de plomb	-	0,6	0,5	0,8
- de mercure	kilcs	185	183	875
Pyrites de fer	1000 T.	4,5	3,8	4,6
Phosphates de chaux	-	47,9	42,1	49,5
Houille	-	1,6	1,2	1,4
Pétrole	Tonne	22,5	21,3	22,2
Antimoine	-	165	215	209

STATISTIQUES TRIMESTRIELLES

INDICES ECONOMIQUES DIVERS		Unité	2 ^e trimestre 1938	3 ^e trimestre 1938	4 ^e trimestre 1938
-----		----	----	----	----
AUTOMOBILES.-					
=====					
Immatri-culation de					
véhicules neufs					
Véhicules à usage personnel	(marques françaises	N ^{bre}	1.217	970	1.479
	(- étrangères	-	95	74	64
	(Total		1.312	1.044	1.543
Camions	(marques françaises	-	181	210	227
Camionnettes	- étrangères	-	23	22	20
Autobus	(Total	-	204	232	247
Moto-cyclettes et side-car		-	90	72	58

STATISTIQUE ANNUELLE

-:-:-:-:-

P R O D U C T I O N		Campagne 1937 - 1938		Indice comparatif	
=====		Superficie Production:		Période 1921 -1930	
		(1000 ha) (1000 qx)		= 100	
<u>PRODUCTION AGRICOLE.-</u>					
<u>CEREALES</u>	(Maïs	6	42,8	63	64
	(Sorgho à grains (bechna ou dari)	10,1	63,3	80	76
	(Millet	0,5	2	83	51
	(Blé dur	1.229,2	6.276,9	105	109
	(Blé tendre	430,4	3.232,7	155	164
	(Orge	1.177,4	5.871,3	89	81
	(Avoine	182,5	1.581	74	82
	(Seigle	1,9	11,2	146	116
	(Total des céréales	3.038	17.081,2	100	101
<u>LEGUMES</u> <u>SECS</u>	(Fèves ou fêverolles	31,7	198,6	95	110
	(Pois secs	6,9	46,1	49	49
	(Pois chiches	15	75,3	60	67
	(Lentilles	2,2	10,1	129	132
	(Gesses	2,1	11,6	52	67
	(Haricots secs	0,4	2,7	23	34
	(Total des légumes secs..	58,3	344,4	72	82
<u>FOURRAGES:</u>					
Consommés	(Vescas et Arti) avoine..	25,8	648	175	219
	(ficiels)Luzerne	2,9	110,5	107	114
	(Divers....	2	40,9		
	(Prairies				
en sec	(Natu-)naturelles	34,4	455,2		
	(Jachères rels)ou chaumes	154,6	1.424,8		
Consommés	(Orge et seigle ..	10,9			
	(Trèfle d'Alexandrie	0,6			
	(Luzerne.....	0,9			
	(Maïs et sorgho ..	0,6			
en vert			569,7		
ou ensilés					

STATISTIQUE ANNUELLE
(suite)

P R O D U C T I O N		Campagne 1937 - 1938		Indice comparatif	
=====		-----		Période 1921 - 1930	
		Superficie	Production		
		(1000 ha)	(1000 qx)	= 100	
TABAC	{ à fumer	22,9	186,4	102	90
	{ à priser	0,6	4,1	85	64
	{ Total	23,5	190,5	102	89
TERRES	{ nues non fauchées	154,4	-		
	{ labourées (paturées	1.725,6	-		
	{ travaillées au				
AU REPOS	{ printemps	681,7	-		
(Jachères)	{ Total	2.561,7	-		
Laine en suint			68,9		44

BULLETIN DE DOCUMENTATION

PUBLIÉ PAR

L'OFFICE ADMINISTRATIF DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

16, rue des Pyramides — PARIS (1^{er})

Reproduction autorisée
en signalant l'origine

Téléphone : Opéra 21-86
Télégr. : Office Algérie-Paris

ACTES et DOCUMENTS OFFICIELS

-:-:-:-

M A I 1939

Au Journal Officiel de la République française,
du 1er avril 1939

Décret du 29 Mars 1939 fixant la durée du travail dans les exploitations souterraines du minerai de fer et d'autres minerais métalliques ou d'asphalte en Algérie.

Décret du 29 Mars 1939 fixant la durée du travail dans les exploitations à l'air libre de minerais de fer, d'autres minerais métalliques ou d'asphalte ainsi que dans les services de jour des exploitations souterraines de ces substances en Algérie.

Décret du 29 mars 1939 relatif à la réglementation du travail dans les pharmacies en Algérie.

du 2 avril 1939

Décret du 31 mars portant application à l'Algérie du Règlement d'administration publique du 24 février 1939 relatif aux règles à adopter pour diminuer en cas d'attaques aériennes la vulnérabilité des édifices et pour assurer la protection de la population civile contre les bombardements.

du 5 avril 1939

Décret du 4 avril étendant à l'Algérie le décret du 14 juin 1938 portant organisation des régions économiques.

Décret du 17 mars 1939 étendant à l'Algérie le décret du 12 novembre 1938 sur l'assouplissement de la fiscalité et le décret du 2 décembre 1938 fixant les droits d'enregistrement sur les actes de formation de Sociétés.

du 7 avril 1939

Décret du 5 avril portant application à l'Algérie du décret du 14 juin 1938 modifiant le décret du 25 août qui a institué une procédure de recouvrement simplifiée pour les petites créances commerciales.

du 8 avril 1939

Décret du 31 mars attribuant une indemnité temporaire aux militaires de carrière indigènes nord-africains à solde journalière, chefs de famille.

.../...

du 16 avril 1939

Rectificatif au décret du 26 mars portant réorganisation du service de la répression des fraudes en Algérie.

du 17 avril 1939

Décret du 6 avril étendant à l'Algérie le décret du 24 novembre 1938 relatif à la constatation du coût de la vie.

du 23 avril 1939

Décret du 22 avril étendant à l'Algérie le décret du 20 mars 1939 relatif aux conditions de travail dans les entreprises travaillant pour la défense nationale.

du 24 avril 1939

Décret du 21 avril étendant à l'Algérie le décret du 14 janvier 1939 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire aux retraités de l'Etat.

du 26 avril 1939

Décret du 25 avril portant modification du taux de la taxe de licence applicable à l'importation en France et en Algérie de certaines essences de bois roumains.

du 27 avril 1939

Décret du 26 avril relevant provisoirement le taux des péages perçus au port de Philippeville au profit de la Chambre de Commerce de cette ville.

-:-:-:-

REORGANISATION de la STATISTIQUE AGRICOLE
en ALGERIE

-:-:-:-

Un arrêté du Gouverneur Général en date du 17 mars 1939 paru au Journal Officiel de l'Algérie du 31 mars, vient de réorganiser la statistique agricole .

En application des dispositions de l'arrêté du 30 avril 1932, la statistique agricole comprenait :

- 1°- la statistique agricole annuelle, destinée à fournir chaque année les renseignements les plus essentiels ;
- 2°- les enquêtes spéciales, périodiques ou non périodiques.

La statistique agricole annuelle était divisée en trois séries :

- renseignements recueillis à la fin de l'hiver (série A);
- renseignements recueillis à la fin de l'été (série B) ;
- renseignements recueillis à la fin de l'automne (série C) ;

Seules faisaient l'objet d'une publication régulière les séries A, B et C de la statistique annuelle.

L'arrêté du 17 mars 1939 a eu pour effet de réduire à deux les séries de la statistique annuelle, à savoir :

- renseignements recueillis au printemps (série A) ;
- renseignements recueillis à l'automne (série B) ;

Par contre, il a été créé des tableaux spéciaux pour les renseignements statistiques relatifs à l'élevage. Ces renseignements sont, comme ceux de la série A, recueillis au printemps.

Telle est la principale disposition de la réglementation nouvelle .

En ce qui concerne les enquêtes spéciales, aucune modification n'a été apportée à l'ancienne réglementation. Ces enquêtes, qui peuvent être périodiques ou non périodiques, " peuvent porter sur l'économie rurale, les industries agricoles, les cultures spéciales, certains élevages et d'une manière générale, sur toutes les questions non traitées ou traitées avec des détails insuffisants par la statistique agricole annuelle " .

-:-:-:-

A
A
B
B
B
C
D
D
E
E
G
G
H
H
J
L

COMMISSION des Travaux publics.

(ANNÉE 1927.)

Président :

M. LHOPITEAU.

Vice-Présidents :

MM. RABIER (Fernand), RÉGNIER (Marcel).

Secrétaires :

MM. CHAGNAUD, ORDINAIRE (Maurice).

Membres :

MM.	MM.
ALBERT MAHIEU.	LAVOINNE.
AURAY.	LECLERC.
BERSEZ.	Le HARS.
BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN.	LOUBET (J).
BRINDEAU.	LOUPPE (Albert).
CADILHON.	MASSABUAU.
DELAHAYE (Dominique).	MILAN.
DRIVET.	MOLLARD.
ELBY.	PERCHOT.
EUGÈNE CHANAL.	PERREAU.
GAY.	PICHÉRY.
GÉRARD (Albert).	DE POMEREU.
HAUDOS.	RENAUDOT.
HELMER.	SARRAUT (Maurice).
JUDET (Victor).	VIEU.
LAVAL (Pierre).	